



**HAL**  
open science

## Structure bancaire locale et évolution du crédit à l'échelle des départements français : l'expérience de la crise financière de 2007-2008

Céline Meslier-Crouzille, Philippe Rous, Alain Sauviat, Pascale Torre

### ► To cite this version:

Céline Meslier-Crouzille, Philippe Rous, Alain Sauviat, Pascale Torre. Structure bancaire locale et évolution du crédit à l'échelle des départements français : l'expérience de la crise financière de 2007-2008. 2013. hal-00929424

**HAL Id: hal-00929424**

**<https://unilim.hal.science/hal-00929424v1>**

Preprint submitted on 13 Jan 2014

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Structure bancaire locale et évolution du crédit à l'échelle des départements français : l'expérience de la crise financière de 2007-2008

Céline Meslier\*, Philippe Rous\*, Alain Sauviat\*<sup>♦</sup>, Pascale Torre\*

Novembre 2013

## Résumé

Cette étude constitue la première analyse de l'impact des caractéristiques structurelles bancaires sur l'évolution des encours de crédit appréciés au niveau départemental dans le cas français. Elle repose sur l'exploitation de données originales issues des Centralisations Financières Territoriales collectées mensuellement par la Banque de France et utilise la crise financière internationale de 2007-2008 comme une expérience naturelle d'un choc global frappant l'ensemble des banques exerçant sur le territoire français. Les réactions des systèmes bancaires locaux à cette crise financière sont identifiées pour chaque département par la date et l'intensité de la rupture constatée dans l'évolution des encours de crédit. Ces réactions sont ensuite expliquées par les caractéristiques structurelles des marchés bancaires locaux en mettant un accent particulier sur l'identification d'un rôle spécifique des banques régionales par rapport aux banques nationales, en termes de proximité géographique et relationnelle. Les résultats montrent qu'une part de marché des banques régionales plus forte dans un département peut effectivement favoriser la résistance à la crise mais les résultats sont très dépendants de l'inclusion ou non de l'Ile-de-France dans l'échantillon retenu. C'est, en fait, la construction originale d'une variable de dispersion spatiale moyenne des banques régionales présentes dans un département donné qui apporte les enseignements les plus stables. Plus le périmètre géographique moyen des banques régionales est faible, plus la rupture dans la distribution des crédits, à l'ensemble des agents ou aux seules entreprises, est atténuée, ce qui révèle un impact favorable de la proximité et du relationship-lending en cas de crise.

Mots-clés : Crédit ; Marchés bancaires locaux ; Banques régionales ; Distance ; Crise financière.

\*LAPE (Laboratoire d'Analyse et Prospective Economiques), Université de Limoges ; <sup>♦</sup> [alain.sauviat@unilim.fr](mailto:alain.sauviat@unilim.fr)

Remerciements : Les auteurs remercient la Banque de France pour la mise à disposition des données de Centralisations Financières Territoriales et Andrea Bellucci pour sa contribution à la construction de la base de données.

## 1. Introduction

Les importantes restructurations des systèmes bancaires qui se sont opérées dans les pays occidentaux dans les vingt-cinq dernières années ont conduit à une forte réduction du nombre d'établissements bancaires et une augmentation du degré de concentration aussi bien au niveau national qu'au niveau local (Berger et al., 2010 ; Goddard et al., 2007). Tant aux Etats-Unis qu'en Europe, la réduction du nombre d'intervenants sur le marché bancaire s'explique par la disparition de nombreuses banques locales, à savoir des banques n'opérant que sur une zone géographique limitée, évolution qui aurait dû conduire progressivement à une nette domination des banques d'envergure nationale ou internationale. Cependant, la persistance d'acteurs à dimension locale ou régionale a conduit à s'interroger sur les caractéristiques différenciant les banques locales et leur permettant de garder un rôle spécifique dans le financement de l'activité économique de leur territoire (Allesandrini et al., 2009) et, notamment en Europe, de conserver des parts de marché importantes. Cela justifie la pertinence des études qui, à une échelle infranationale, cherchent à analyser les liens entre le financement de l'économie et la structure bancaire locale, non seulement en termes de degré de concentration/concurrence mais aussi en fonction de la nature et du poids des acteurs bancaires présents sur ces marchés locaux.

La spécificité attribuée par la littérature bancaire aux banques locales par rapport aux banques d'envergure nationale repose principalement sur deux grandes catégories d'explications où la distance opérationnelle (ou externe) entre l'emprunteur et le prêteur et la distance fonctionnelle (ou interne) entre le marché local et le siège d'une banque, jouent un rôle prépondérant (Presbitero et al., 2013). Dans la première catégorie d'explications, l'accent est mis sur les asymétries d'information entre prêteurs et emprunteurs, et sur les coûts d'agence générées au sein de la firme bancaire par ces asymétries. Les banques locales disposeraient d'un avantage comparatif par rapport aux banques d'envergure nationale, hiérarchiquement plus complexes et fonctionnellement distantes, dans le traitement de l'information à caractère idiosyncratique, en raison d'une meilleure connaissance du milieu local. Dans la seconde catégorie d'explications, l'argumentation privilégie l'importance du marché interne du capital au sein d'une firme bancaire en soulignant le rôle de la diversification géographique et des modes de financement mais aussi l'existence possible de biais domestiques entre marchés selon leur distance au siège de la banque. Les banques locales seraient à la fois plus impliquées dans le soutien de leurs marchés respectifs, plus

résistantes en cas de crise, mais aussi davantage dépendantes de ces marchés parce que moins diversifiées géographiquement et reposant donc plus largement sur la collecte des dépôts locaux.

Le choc créé par la crise financière de 2007-2008 a relancé l'intérêt porté à la spécificité attribuée aux banques locales et donc à l'existence de réactions différenciées des marchés bancaires locaux en fonction de la nature et du poids des acteurs bancaires y exerçant. La forte réduction dans la distribution des crédits constatée en Europe comme aux USA a naturellement amené à s'interroger sur la possibilité d'un rationnement du crédit lié à l'assèchement brutal de la liquidité sur les marchés interbancaires et à l'insuffisance du capital des banques face à la montée des risques. L'évolution des encours de crédit constitue une bonne indication de la réaction d'un marché bancaire local à un choc systémique et il est utile d'identifier les caractéristiques de ce marché qui ont pu amplifier ou atténuer, accélérer ou retarder l'impact du choc. Même s'il est difficile de distinguer précisément les effets d'offre et les effets de demande, la plupart des études qui y parviennent déterminent l'existence d'un rationnement du crédit à partir de données d'entreprises, identifiant ce phénomène grâce à des indications simultanées sur l'évolution des demandes de crédit et de leur taux de satisfaction. Elles montrent que ce sont généralement les entreprises les plus jeunes, les plus petites et les plus opaques qui sont les plus touchées par le rationnement du crédit. Presbitero et al. (2013) mettent en évidence la réalité d'un rationnement du crédit en Italie plus sévère dans les provinces où le système bancaire apparaît le plus fonctionnellement distant. Les auteurs en concluent à l'existence d'un biais domestique des banques multi-marchés qui, dans la tourmente, délaissent les marchés éloignés de leur siège social, résultat qui s'inscrit tout à fait dans la logique du repli domestique des banques étrangères observé à la suite de la crise financière (De Hass et Van Horen (2012))<sup>1</sup>.

Dans la continuité de ces travaux et de ces questionnements, l'objectif de notre article est d'analyser l'évolution du crédit en France dans le contexte de la crise financière de 2007-2008 en identifiant l'impact de la structure des marchés bancaires locaux et plus particulièrement le rôle joué par les banques à caractère local. Cette question revêt un intérêt particulier dans le cas français où prédomine un nombre limité d'acteurs bancaires, grandes banques nationales et banques régionales faisant partie de groupes d'envergure nationale. Il reste en France moins d'une dizaine de banques réellement locales, ce qui est très différent du cas américain où persistent encore de nombreuses « community banks », indépendantes et

---

<sup>1</sup> Cela confirme des résultats antérieurs sur le comportement de désengagement net des banques étrangères constaté en période de crise (Peek and Rosengren, 2000 et Jeanneau and Micu, 2002).

localisées sur une zone géographique restreinte. La consolidation du système bancaire s'est traduite par l'absorption de banques locales indépendantes soit par des grandes banques nationales soit par des groupes mutualistes. Ces anciennes banques locales continuent malgré tout d'afficher un fort ancrage local et détiennent souvent des parts de marché importantes sur leur territoire. D'importantes restructurations internes ont également eu lieu au sein des groupes mutualistes par fusions entre caisses, banques ou fédérations régionales. Moins nombreuses et couvrant donc une zone géographique en moyenne plus importante qu'au début des années quatre-vingt-dix, ces établissements de crédit du secteur mutualiste et coopératif disposent d'une certaine indépendance par rapport à leur organe central et revendiquent une forte implication dans le développement économique local. Dans le cas français, les banques que l'on peut qualifier de régionales regroupent donc à la fois les anciennes banques locales rachetées par les grands groupes bancaires et les entités régionales des réseaux mutualistes et coopératifs.

Issues de cette restructuration, les banques régionales conservent une autonomie en termes de politique de distribution de crédit et de gestion des ressources de financement. En termes de distribution de crédit, l'autonomie de ces banques régionales est toutefois contrainte par la politique de gestion des risques imposée par l'organe central pour les établissements mutualistes ou par la maison-mère pour les autres banques. Même si les banques nationales peuvent avoir un fonctionnement décentralisé de leur politique de crédit organisé autour de quelques grandes délégations régionales, ces délégations ne disposent pas du même pouvoir décisionnel et d'orientation stratégique que les banques régionales. Ainsi, même si les banques régionales françaises ne sont pas, à proprement parler et au sens de la littérature anglo-saxonne, des banques locales, on peut postuler que leurs proximités opérationnelle et fonctionnelle avec leur marché sont plus fortes que celle des banques nationales. Cependant, ces banques régionales peuvent bénéficier d'un accès plus large à des financements externes et, même s'il est difficile d'en connaître les flux, accéder à des redéploiements de liquidité au sein de leur groupe d'appartenance, ce qui ne serait pas le cas de pures banques locales indépendantes.

Au-delà du positionnement particulier des banques régionales françaises par rapport à la littérature sur le rôle des banques locales, l'originalité de notre travail se situe également dans la nature des données utilisées pour examiner cette question. En effet, les travaux dans le

cas américain ne disposent que de la répartition des dépôts par point de vente<sup>2</sup>. Cette information est donc utilisée comme clé de répartition géographique des crédits. Dans de nombreuses études, le localisme n'est mesuré que par des indicateurs relativement frustes qui ne prennent en compte que le nombre des agences de différents types de banques sur un marché donné pour déterminer le poids des banques nationales ou des banques régionales/locales, ou calculer un éloignement moyen des agences au centre de décision constitué par le siège de la banque. La seule étude qui, à notre connaissance, analyse la problématique de l'accès au crédit sous l'angle de la dimension spatiale et de la distance dans le cas français est celle de Djedidi (2012) qui ne dispose, cependant, que de la répartition départementale des guichets et des sièges des établissements bancaires pour construire des indicateurs de distances opérationnelle banque/emprunteur et fonctionnelle liée à la structure hiérarchique de la banque. L'analyse empirique proposée dans le cadre de notre article s'appuie quant à elle sur la mise à disposition par la Banque de France d'informations issues des Centralisations Financières Territoriales, détaillant par établissement de crédit la ventilation de leurs crédits distribués et de leurs dépôts collectés à une échelle départementale. Ces informations nous permettent ainsi d'appréhender les effets de la crise financière sur la distribution du crédit en bénéficiant de données jusqu'alors inexploitées sur la structure des marchés bancaires locaux. On peut ainsi déterminer pour toutes les banques, quelle que soit leur dimension territoriale, de véritables parts de marché départementales et ainsi construire des indicateurs de concentration plus solides que ne le permet, par exemple, la seule exploitation du nombre d'agences et de leur localisation géographique. On évite ainsi le fort biais rencontré dans de nombreuses études (Hasan et al., 2009 ou Liu et al., 2013) qui sont contraintes d'attribuer l'ensemble de l'activité d'une banque au département ou à la région où son siège est installé, faute de disposer d'une clé de répartition territoriale de l'activité des banques multi-marchés. En revanche, nous ne disposons pas d'informations individuelles sur les emprunteurs et de données quantitatives ou qualitatives sur leurs relations bancaires, ce qui ne nous permet pas de distinguer des effets d'offre ou de demande de crédit, d'éventuels comportements de rationnement, l'évolution des conditions de taux ou de collatéral.<sup>3</sup> Nous mettons donc l'accent sur une approche nécessairement orientée sur la structure bancaire locale où nous pouvons au mieux exploiter la pertinence et l'originalité des données provenant des Centralisations Financières Territoriales.

---

<sup>2</sup> Annual Summary of Deposit data pour les banques commerciales et le Branch Office Survey System pour les banques d'épargne.

<sup>3</sup> Ce que peuvent faire les très nombreuses études sur le cas italien qui bénéficient de l'accès aux données de la « Centrale dei Rischi » de la Banque d'Italie. Voir par exemple Bolton et al (2013) et les références citées.

La démarche empirique se décompose en deux principales étapes. L'identification des dates de rupture dans l'évolution des encours de crédit distribué par les banques au niveau départemental permet d'obtenir dans un premier temps des informations concernant non seulement la date de la rupture mais également le comportement avant/après crise sur les marchés du crédit ainsi que sur l'intensité de la rupture. Ces informations sont utilisées dans un second temps pour déterminer dans quelle mesure des différences dans la structure des marchés bancaires locaux peuvent expliquer un impact différent de la crise au niveau local (date et intensité). Les indicateurs retenus concernent le degré de concentration des marchés locaux, la structure de l'activité bancaire (taux d'intermédiation, répartition des types d'emprunteurs dans la structure du portefeuille de crédit), la présence des banques régionales et locales et leur degré de localisme déterminé par la dispersion de leur périmètre géographique.

Nos résultats montrent tout d'abord une hétérogénéité des effets de la crise sur l'évolution des encours de crédit au niveau départemental, que ce soit en termes de date ou d'intensité. Dans l'explication de ces différences, il apparaît que la structure des marchés bancaires importe. Le degré de concentration du marché du crédit au niveau local et la structure des portefeuilles de crédits des banques influencent de manière significative l'intensité de la réaction au choc généré par la crise financière. Plus important, nos résultats mettent en évidence une contribution spécifique et significative de nos indicateurs départementaux de présence des banques régionales. Une part de marché plus importante des banques régionales a pour effet d'atténuer les effets de la crise (si l'on n'exclut pas l'Ile-de-France de l'échantillon) et une réduction de leur dispersion géographique traduisant un plus fort localisme a le même impact favorable. En revanche, ce localisme accroît la rapidité de survenance de la crise dans le département. Lorsqu'on analyse les seuls crédits aux entreprises, le localisme atténue encore davantage l'intensité du choc de la crise sans influencer la date de la rupture.

La suite de l'article s'articule comme suit. La section 2 dresse une revue de la littérature concernant l'influence de la structure des marchés bancaire locaux sur l'accès au crédit des agents et notamment des entreprises, en identifiant le rôle spécifique des banques locales. La section 3 décrit les conséquences de la crise financière de 2007-2008 sur la distribution des crédits à l'échelle des départements français, expose la méthode de détermination des ruptures consécutives à la crise financière et analyse des indicateurs reflétant les caractéristiques structurelles des marchés bancaires au niveau départemental. La

section 4 cherche à identifier, parmi les caractéristiques structurelles bancaires locales, les principaux facteurs explicatifs de la date et de l'intensité des ruptures de l'évolution des encours de crédit. La section 5 conclut.

2. Structure du marché bancaire local et accès au crédit : quelles spécificités des banques locales ?

Déterminer les conditions de l'accès au crédit en fonction de la structure bancaire d'un territoire infranational conduit nécessairement à s'interroger sur les caractéristiques des banques locales les différenciant des banques d'envergure nationale. Les travaux prennent majoritairement appui sur la spécificité bancaire liée aux asymétries d'information entre prêteurs et emprunteurs et sur les coûts d'agence qu'elles génèrent. Un second pan de la littérature identifie l'importance du marché interne du capital au sein d'une firme bancaire multi-marché et souligne le rôle de la diversification spatiale de ses activités<sup>4</sup>.

2.1 Asymétries d'information, coût d'agence et relation prêteur/emprunteur

Au cœur des analyses liées aux asymétries d'information réside la distinction traditionnellement effectuée dans la littérature bancaire entre deux types d'activités de crédit : les activités basées sur le développement de relations étroites de long terme entre prêteur et emprunteur, « relationship-lending activities » et les activités plus standardisées, « transaction-lending activities »<sup>5</sup>. Cette différenciation repose sur les concepts de distance opérationnelle et de distance fonctionnelle. La distance opérationnelle est celle existant entre prêteur et emprunteur, et dépend fortement des différents coûts associés à la collecte et au traitement de l'information entre la banque et sa clientèle. La distance fonctionnelle est celle interne à la banque entre ses différents agents, liée à la transmission de l'information entre les acteurs bancaires opérant sur le marché local et les décideurs implantés au siège social. Les activités de crédit standardisées, basées principalement sur l'utilisation de données quantitatives issues des documents comptables (« hard information »), sont associées à des coûts fixes importants dans le traitement de l'information qui, pour rendre l'activité rentable, nécessitent d'être répartis sur un très grand nombre de clients. En revanche, les activités de

---

<sup>4</sup> On pourra se référer à Presbitero et al. (2013) pour une synthèse récente de la littérature sur ces questions.

<sup>5</sup> Distinction qui correspond dans la terminologie française à l'opposition entre banque à l'engagement et banque à l'acte.



crédit basées sur l'existence de relations étroites (relationship) entre prêteur et emprunteur s'appuient non seulement sur un traitement de données quantitatives mais aussi sur l'utilisation de données à caractère qualitatif telles que la connaissance et le suivi des dirigeants ou la connaissance du milieu local (« soft information »). Bolton et al (2013) donnent une revue synthétique des travaux ayant contribué à l'identification de la spécificité des « relationship banks » en les classant selon trois fonctions liées à l'« insurance » (assurance implicite pour l'emprunteur en termes d'accès et de conditions de crédit dans le futur), au « monitoring » (surveillance facilitée de l'emprunteur) et au « screening » (meilleures capacités d'identification de la qualité des projets) et développent une quatrième fonction liée au « learning » (connaissance plus fine de l'emprunteur selon les états du monde qui l'affectent). Ils montrent notamment qu'en cas de situation défavorable (« bad time »), le « relationship banking » permettrait à l'emprunteur de bénéficier d'un niveau de crédit plus élevé (fonction d'assurance) par rapport au « transaction lending »<sup>67</sup>. En raison de leur proximité avec les emprunteurs locaux et une structure hiérarchique moins stratifiée, les banques locales peuvent être qualifiées de relationship banks. Elles bénéficient d'une réduction à la fois de la distance opérationnelle et de la distance fonctionnelle par rapport aux grandes banques nationales. Cette aptitude à la collecte de l'information qualitative s'accompagne d'une expertise de traitement plus adaptée à la diversité des profils des emprunteurs locaux et d'une chaîne de décision plus simple et immédiate entre la demande et l'offre de crédit. Ce type d'activités serait ainsi plus adapté à la clientèle des petites et moyennes entreprises (PME) donnant ainsi un rôle spécifique aux banques locales dans leur financement et, par là-même, dans le développement économique local.

Une explication complémentaire met également l'accent sur l'existence de coûts d'agence liés à la distance fonctionnelle existant entre le marché local et le siège de la banque. Plus cette distance est importante, plus l'avantage informationnel détenu par les managers locaux sera important et plus les dirigeants de la banque devront faire face à des coûts d'agence élevés pour aligner les intérêts des managers locaux avec ceux des dirigeants et des

---

<sup>6</sup> En revanche, l'effet du relationship lending sur les conditions de taux serait indéterminé. L'emprunteur peut obtenir des taux plus favorables parce que la banque peut dissocier dans sa situation ce qui est lié à ses caractéristiques intrinsèques de long terme et ce qui est dû à l'impact négatif de la conjoncture mais la fonction d'assurance amène la banque à tarifier en toute période des taux plus élevés.

<sup>7</sup> Cependant, comme le notent Gobbi et Cette (2012), l'impact du relationship lending sur l'offre de crédit peut lui aussi être ambigu. Les banques à l'engagement peuvent garantir à leurs emprunteurs un flux de crédit plus lissé, dans le cadre d'un contrat implicite de long terme où l'acquisition continue d'une information privée améliore l'efficacité des décisions de prêts. Mais ce monopole informationnel peut aussi rendre ces emprunteurs captifs de leur banque, et se retourner contre eux si celle-ci restreint ses financements et qu'ils ne peuvent s'adresser à d'autres prêteurs, particulièrement en période de crise.

actionnaires de la banque. Ainsi, avec l'accroissement de la distance (opérationnelle ou fonctionnelle), les banques seraient ainsi incitées à développer des activités de crédit standardisées et à s'adresser aux grandes entreprises, laissant l'utilisation du relationship-lending et le segment du crédit aux PME aux plus petites banques, souvent à caractère local. Les avantages comparatifs dans le traitement et la transmission de l'information hard ou soft détermineraient ainsi une spécialisation relative entre banques nationales et banques locales.

Les très nombreux travaux sur cette question apportent des enseignements contrastés sur la différenciation des techniques utilisées par les banques en fonction de leur taille et sur l'intérêt porté au segment des PME. Si des études soulignent l'avantage comparatif des petites banques, souvent locales, dans l'utilisation du relationship-lending, d'autres travaux mettent toutefois en évidence que la distinction relationship-lending/transaction lending doit être nuancée eu égard au développement de nouvelles technologies dans le traitement de l'information telles que le credit scoring des petites entreprises (voir Berger et Udell, 2006 et DeYoung et al., 2011 pour une synthèse de la littérature sur ces questions). Avec la disparition de nombreuses banques locales entraînée par le mouvement de consolidation bancaire conjuguée à la suppression des contraintes géographiques d'implantation, l'impact sur le financement des PME et le développement économique local a fait l'objet aux Etats-Unis de nombreux travaux (Berger et Udell, 1995 ; Peek et Rosengren, 1998 ; Collender et Shaffer, 2003 ; DeYoung et al., 2004 ; Avery et Samolyk, 2004). Si les auteurs mettent en évidence une spécificité des banques locales américaines sur la distribution de crédit aux PME qui persiste après le processus de consolidation, ils soulignent également que l'arrivée de grandes banques d'envergure nationale n'est pas forcément un frein au financement de ce type d'entreprises (Berger et al., 2007). Dans le cas français, Dietsch (2003) met en évidence que le processus de consolidation n'a pas eu d'effet négatif sur le financement des PME.

Dans la lignée des travaux traitant des effets concurrentiels d'une présence accrue de banques étrangères sur la disponibilité du crédit dans les pays émergents (Detragiache et al., 2008 et Gormley, 2011), certains travaux mettent en évidence un impact différencié sur le financement des petites et moyennes entreprises en fonction de la structure des marchés bancaires locaux. Pour certains auteurs (Rajan, 1992; Petersen et Rajan, 1995 ; Bolton et al, 2013), concurrence et relationship-lending sont antagonistes, dans le sens où plus de concurrence tend à réduire ces activités. En revanche, d'autres études mettent en évidence que la concurrence sur le marché peut avoir des effets favorables sur le développement de ce type

d'activité de crédit en incitant les banques locales à se concentrer principalement sur le segment de clientèle des PME et l'utilisation du relationship-lending (Boot et Thakor, 2000; Dell'Ariccia et Marquez, 2004; Hauswald et Marquez, 2006 ; Degryse et Ongena, 2007). Presbitero et Zazzarro (2011) mettent ainsi en évidence un effet différencié d'une concurrence accrue sur le financement aux PME en fonction de la nature des acteurs présents sur les marchés locaux. Sur un marché local dominé par des grandes banques dont le siège social est éloigné du marché local, un accroissement de la concurrence est défavorable au développement du relationship lending ; en revanche, si le marché est plutôt composé de petites banques à caractère local, un accroissement de la concurrence aura pour effet de favoriser le développement de ce type d'activité de crédit.

## 2.2 Marché interne du capital, diversification géographique et distance

Une seconde explication de la spécificité des banques locales met l'accent sur le rôle joué par le marché interne du capital et de la liquidité, c'est-à-dire sur les relations financières au sein d'une banque entre ses différentes agences ou d'un groupe bancaire entre ses différentes entités, pour analyser le lien entre diversification géographique et réaction des banques aux chocs affectant les économies locales. Sur cette question, la littérature apporte des réponses contrastées. Ainsi, Morgan et al. (2004) soulignent que la présence de banques fortement diversifiées d'un point de vue géographique peut aussi bien réduire qu'accroître la volatilité de l'activité économique locale et, ce, en fonction de la nature des chocs qui affectent ces marchés locaux. La présence de banques fortement diversifiées sur un territoire peut en effet y réduire la sensibilité de l'activité à des chocs affectant l'offre de crédit car ces banques sont en mesure d'accéder plus facilement à des financements externes ou de redéployer des fonds en interne provenant d'autres territoires. En revanche, en cas de choc affectant la demande locale de crédit, tel qu'une détérioration de la qualité des emprunteurs locaux, la présence de banques diversifiées géographiquement peut conduire à une amplification du choc par un redéploiement de fonds vers d'autres territoires, considérés comme plus profitables et moins risqués. Si les résultats des travaux de Strahan (2003), Becker (2007) et Keeton (2009) plaident plutôt en faveur des effets bénéfiques de la diversification géographique, Berrospides et al. (2013) mettent en revanche en évidence l'existence d'effet de contagion de chocs locaux transmis par les banques présentes sur des marchés multiples. En se focalisant plus particulièrement sur le comportement des petites banques locales américaines à la suite de la crise financière, Gozzi et Goetz (2010) montrent

que la réduction du crédit est plus forte dans le cas des banques fortement dépendantes des financements de marché, en raison de l'assèchement du marché de la liquidité. En étendant ce résultat, si les grandes banques nationales dépendent davantage des financements de marché que les banques locales, plus axées sur la collecte des dépôts, elles sont alors plus fortement impactées par une crise de liquidité globale, et peuvent être amenées en conséquence à réduire plus fortement leur offre de crédit globale que les banques locales.

Si l'allocation spatiale des fonds au sein d'une banque (ou d'un groupe bancaire) dépend nécessairement des opportunités de crédit et des chocs auxquels elle est confrontée sur les différents territoires où elle est implantée, la distance fonctionnelle au siège constitue ici aussi un argument à prendre en compte pour déterminer le fonctionnement du marché interne du capital et de la liquidité et ses conséquences sur l'offre locale de crédit. Plus les acteurs bancaires locaux sont attachés économiquement, sociologiquement ou culturellement à leur territoire, mais aussi plus leur influence au sein de l'organisation hiérarchique de leur établissement est forte, plus ils peuvent attirer une part importante des financements au sein du marché interne du capital de leur banque (ou groupe bancaire). Ainsi, l'allocation des fonds au sein du marché interne peut être biaisée par la volonté des managers locaux de favoriser leur propre marché au détriment de la performance globale de l'établissement. Ce « biais domestique » est alors d'autant plus fort pour une banque sur un territoire donné que la proximité opérationnelle avec sa clientèle et la proximité fonctionnelle avec le centre de décision y sont fortes. Une banque locale mono-marché est, par définition, purement domestique. Mais des banques multi-marchés seront plus ou moins soumises à ce biais domestique selon leur organisation fonctionnelle. Une banque nationale pourra vraisemblablement optimiser les flux entre ces différents marchés infranationaux sans favoritisme local, alors qu'un groupe bancaire d'envergure nationale mais constitué de plusieurs entités régionales autonomes devra plus souvent composer avec les revendications des dirigeants régionaux et arbitrer entre l'intérêt global et la force relative des exigences locales. Peu d'auteurs ont eu accès à l'information nécessaire pour appréhender la réalité du fonctionnement et des flux du marché interne du capital dans une banque ou un groupe bancaire à l'échelle nationale. Une exception notable est Cremers et al.. (2011) qui analysent le marché interne du capital d'un grand groupe bancaire composé de 181 banques opérant sur des territoires distincts d'un même pays, propriétaires de leur organisation centrale, celle-ci centralisant le recours au marché externe du capital et coordonnant les relations financières

entre ces entités.<sup>8</sup> Ils montrent que les crédits sont faiblement dépendants des dépôts à l'échelle des banques locales et que l'organisation centrale compense en partie les banques dont les dépôts croissent moins vite, alloue plus de fonds aux banques les plus productives présentant les meilleures opportunités de prêts, mais favorise les banques les plus influentes (mesuré par le rapport entre pourcentage des droits de vote et pourcentage des droits de propriétés) que l'on pourrait ici qualifier de fonctionnellement plus proches de l'organisation centrale.

Presbitero et al. (2013) combine la littérature sur le marché interne du capital à celle sur les asymétries d'information et l'enrichissent en s'intéressant explicitement à la dimension locale des marchés bancaires à l'échelle des provinces italiennes. Ils utilisent des données d'enquêtes sur les crédits demandés et accordés aux PME qu'ils combinent à des indicateurs de concentration et de structure hiérarchique des banques opérant dans une province donnée. La distance fonctionnelle qui exprime la structure hiérarchique du système bancaire provincial est appréhendée par un indicateur mesurant la distance moyenne entre les agences bancaires de cette province et le siège de leur banque respective. Ils mettent ainsi en évidence la réalité d'un rationnement du crédit en Italie en montrant que le rationnement a été globalement plus sévère dans les provinces où le système bancaire apparaît le plus fonctionnellement distant. Cet impact renforcé ne concerne pas les PME ou les firmes « économiquement faibles » mais les grandes entreprises et firmes « économiquement fortes », celles appartenant vraisemblablement à la clientèle des banques nationales distantes. Ils invalident ainsi l'hypothèse d'une fuite vers la qualité où les banques rechercheraient les profils les moins risqués mais affirment celle d'un biais domestique des banques à dimension nationale, fonctionnellement distantes, qui les amène à délaisser les marchés éloignés pour se replier sur leur marché central, celui du siège. Notre analyse s'inscrit tout à fait dans cette démarche qui vise à identifier les caractéristiques structurelles des marchés bancaires locaux pour déterminer la spécificité des comportements des banques régionales et locales et leur impact sur le développement local. Si Presbitero et al. (2013) bénéficient de données individuelles d'enquêtes sur un échantillon d'emprunteurs (crédits aux entreprises), notre étude exploite quant à elle l'originalité d'une base de données recensant de manière quasi-exhaustive les crédits distribués par chacune des banques exerçant sur un territoire donné.

---

<sup>8</sup> Ni le nom du groupe bancaire ni le nom du pays ne sont révélés mais l'organisation est celle d'une institution mutualiste.

### 3. Structure du système bancaire français, crise financière et rupture dans l'évolution des encours de crédit dans les départements français

L'analyse de l'influence de la structure des marchés bancaires locaux sur la distribution du crédit durant la crise financière repose ici sur la construction d'une base de données unique exploitant principalement des informations collectées au niveau de chaque établissement bancaire dans le cadre des Centralisations Financières Territoriales (CFT). Ces données agrégées à l'échelon départemental permettent de d'apprécier les conséquences de la crise financière sur l'évolution des encours de crédit, conséquences que l'on cherche ensuite à mesurer précisément par l'identification des dates et des intensités de rupture dans les séries temporelles des encours de crédit.

#### 3.1 La construction de la base de données

La base de données construite pour cette étude repose d'une part sur l'utilisation de données quantitatives, exploitant des informations collectées par la Banque de France dans le cadre des CFT et du Fichier des Implantations Bancaires (FIB) et d'autre part sur l'utilisation de données qualitatives, collectées dans les rapports annuels des banques ainsi que sur leur site internet.

Les CFT recensent, sur une base conventionnelle, les informations transmises par plus de 300 banques adhérentes à la Fédération Bancaire Française relatives aux crédits octroyés et aux dépôts collectés auprès de la clientèle non financière. Sont disponibles sur le site de la Banque de France les données mensuelles agrégées sur l'ensemble des banques au niveau départemental en métropole, les encours de crédit et de dépôt étant décomposés respectivement en 8 lignes et 10 lignes de produits. Nous avons pu, grâce à une convention de mise à disposition de données avec la Banque de France, obtenir ces informations au niveau de chaque établissement déclarant, d'octobre 2005 à avril 2010, ventilées en fonction de 7 catégories d'agents économiques constituant la clientèle bancaire (sociétés financières, entreprises individuelles, particuliers, entreprises d'assurance, administrations publiques, institutions sans but lucratif au service des ménages et non-résidents). Le cœur de notre étude portera sur les montants agrégés des crédits et des dépôts des 7 catégories d'agents économiques identifiées dans les CFT.

Le FIB a permis de compléter les informations contenues dans les CFT en ce qui concerne l'évolution annuelle (fin d'année) du nombre d'agences par établissement et par

département, tout en précisant le statut des banques concernées (banques nationales, de réseaux, locales, étrangères...). Tous les établissements ont également été identifiés en fonction du type (banques, banques mutualistes ou coopératives, établissements de crédit de l'espace économique européen exerçant en libre prestation de services...) défini par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de la Résolution (ACPR).

Le système bancaire français ne pouvant être réduit à une opposition souvent effectuée dans la littérature anglo-saxonne entre banques locales et banques nationales et/ou internationales, la classification proposée, construite à partir des informations statutaires issues du FIB ou de l'ACP, distingue<sup>9</sup> :

- les banques nationales, correspondant par la suite à l'identifiant NS (BNPP, Crédit Coopératif, La Banque Postale, LCL et Société Générale),
- les banques régionales insérées dans des réseaux de groupes d'envergure nationale, correspondant par la suite à l'identifiant RS (Banque Populaire, Caisse d'Épargne, Crédit Agricole, Crédit du Nord, Crédit Industriel et Commercial, Crédit Maritime, Crédit Mutuel, Crédit Mutuel Agricole et Rural et HSBC<sup>10</sup>),
- les banques locales, correspondant par la suite à l'identifiant LB (17 banques réparties sur 46 départements au total, non insérées dans un réseau d'envergure nationale, périmètre limité à un très petit nombre de départements),
- les autres établissements comprenant les filiales ou succursales de banques étrangères (hors HSBC) et tous les établissements à vocation très spécialisée (sociétés de crédit, e-banques, filiales de groupe de distribution...).

L'observation fine des données a montré que certains établissements bancaires, le souvent des banques étrangères et majoritairement implantées en Ile-de-France, ne procèdent pas à une

---

<sup>9</sup> La typologie retenue dans le cadre de cette étude ne repose pas sur des distinctions en termes de structure de la propriété. Ainsi on considèrera comme des entités distinctes (i) LCL, comme une banque nationale et les entités régionales du groupe Crédit Agricole, propriétaire de LCL comme des banques régionales ; (ii) le Crédit Coopératif comme une banque nationale et les entités régionales du groupe Banque Populaire, propriétaire de cette banque comme des banques régionales ; (iii) les entités régionales du groupe CIC et les entités régionales du groupe CM, propriétaire du CIC, comme des banques régionales. De par sa constitution historique sur le territoire français, les entités de HSBC France sont considérées comme des banques régionales et ne sont pas classées dans les banques étrangères.

<sup>10</sup> En 2008, le groupe HSBC France a cédé intégralement 7 banques régionales (Banque Chaix, Banque de Savoie, Banque Dupuy De Parseval, Banque Marze, Banque Pelletier, Crédit commercial du Sud-Ouest et Société marseillaise de crédit) à la Banque fédérale des banques populaires. Parallèlement à ces cessions, le groupe HSBC a poursuivi la rationalisation de ses structures en France en procédant à l'absorption de quatre de ses filiales agréées en tant que banques, HSBC De Baecque Beau, HSBC Hervet, HSBC Picardie et HSBC UBP. Les déterminants utilisés dans le cadre de cette étude pour expliquer les conséquences de la crise financière étant relatifs à une période antérieure à 2008, les banques du groupe HSBC France sont donc classifiées comme des banques régionales.

déclaration mensuelle mais seulement trimestrielle (donc 3 mois consécutifs avec des valeurs identiques). De plus, certains établissements ont une implantation territoriale limitée à quelques agences dont la délégation couvre plusieurs départements, les chiffres déclarés par l'agence dans son département concernent alors, *de facto*, un territoire plus large ; de même les sociétés financières et la plupart des banques étrangères ne déclarent leur activité nationale que dans le département de leur siège social.

Compte tenu des objectifs de l'étude qui nécessitent d'appréhender précisément les dimensions temporelle et spatiale de l'évolution des encours de crédit, l'échantillon principal a donc été limité aux seules banques déclarant effectivement sur une base départementale et mensuelle, soit 139 banques<sup>11</sup>. Le montant des crédits distribués et des dépôts collectés par les banques de notre échantillon représentent respectivement 84,98% et 93,80% de l'ensemble des crédits et dépôts déclarés dans le cadre des CFT lorsqu'on considère l'ensemble des départements français. Cette représentativité est encore plus importante lorsqu'on exclut les départements de la région Ile-de-France avec des taux de 96,21% et 98,71% respectivement pour les crédits et les dépôts.

### 3.2 Crise financière et évolution des crédits et des dépôts en France.

En représentant graphiquement l'évolution des crédits et des dépôts entre octobre 2005 et avril 2010, les conséquences de la crise financière de 2008 apparaissent clairement à l'échelle nationale dans le fléchissement de la tendance temporelle des encours de crédit alors que les dépôts se maintiennent selon une trajectoire voisine de celle qui prévalait antérieurement.

[Insérer graphique 1]

On observe que les crédits marquent, sur l'ensemble du territoire et l'ensemble des banques, une très nette rupture dans leur tendance en octobre-novembre 2008, juste après le paroxysme de la crise financière liée à la faillite de Lehman Brothers. L'intensité de cette rupture est cependant très fortement atténuée si on exclut l'Ile-de-France, elle l'est également si on exclut les banques étrangères dont on constate un très fort désengagement à partir de 2009 après une rupture dans la tendance initiale dès le printemps 2008, matérialisant une

---

<sup>11</sup> Sur un total de 339 banques reportant des informations dans le cadre des CFT.



évidente transmission plus précoce des multiples soubresauts de la crise des subprimes aux filiales ou succursales des banques étrangères.

L'évolution des dépôts ne montre pas la même inflexion, sauf en ce qui concerne les banques étrangères dont le profil des dépôts anticipe avec un trimestre d'avance le profil des crédits, traduisant la même et très forte intensité de rupture. Ce brusque retrait des banques étrangères du territoire national ne constitue pas l'objet de notre analyse mais correspond bien aux observations déjà faites dans la littérature sur le biais domestique des banques étrangères en période de crise.

La distinction entre banques nationales (NS) et banques régionales appartenant à un réseau d'envergure nationale (RS) permet d'apporter une analyse plus fine des évolutions des crédits et des dépôts au niveau national. Le graphique 2 dissocie donc les banques nationales NS<sup>12</sup> et les banques régionales RS.

[Insérer graphique 2]

Sur la France entière, on constate une rupture très nette dans la progression des encours de crédit pour les deux ensembles de banques, survenant à peu près au même moment en octobre-novembre 2008, avec une évolution en palier faiblement décroissant pour les NS et faiblement croissant pour les RS, les crédits des RS amorçant une reprise dès la mi-2009 contrairement aux NS pour lesquelles l'évolution en palier se maintient. Lorsqu'on exclut l'Ile-de-France, la rupture est ici encore nette mais moins forte, le palier restant un peu plus marqué pour les banques nationales que pour les banques régionales, mais les profils des encours de crédit des deux types de banques traduisent une dynamique plus solide à la fois pour les NS et les RS à partir du 4<sup>ème</sup> trimestre de 2009. L'évolution des encours de crédits montre la même relative inertie dans la tendance avant et après crise pour les deux catégories de banques.

Ces observations des encours de crédit au niveau national montrent des disparités plus ou moins fortes entre NS et RS mais ces données agrégées masquent des évolutions bien plus marquées entre banques et entre départements<sup>13</sup>. Les profils des départements français (banques NS et RS agrégées) traduisent ainsi des évolutions montrant une assez forte

---

<sup>12</sup> On exclut la Banque Postale compte tenu du particularisme de la faiblesse de sa distribution de crédit par rapport à sa collecte de dépôts, lié à l'histoire de cet établissement

<sup>13</sup> Il n'est pas possible ici, pour des raisons de confidentialité, de présenter et de commenter les évolutions des encours de crédit des banques sur leur territoire.

hétérogénéité des réponses locales à la crise financière entre des départements plutôt ruraux qui ne semblent pas connaître la crise, d'autres plus dynamiques qui la subissent peu et certains qui enregistrent une très forte décroissance des encours de crédit, notamment en Ile-de-France. L'hétérogénéité géographique est également bien présente dans la transmission temporelle de la crise financière internationale à l'échelle infranationale des départements français, la rupture semblant s'opérer pour la grande majorité des départements entre avril et décembre 2008.

### 3.3 Méthode d'identification de la date et de l'intensité de la rupture de l'évolution des encours de crédit départementaux

Afin de parvenir à une identification précise des disparités départementales dans la temporalité et dans l'ampleur des conséquences de la crise financière, on applique une méthodologie à la Bai et Perron (1998, 2003a) pour déterminer la date et l'intensité de la rupture constatée dans les encours de crédit départementaux. Pour être certain d'évaluer l'impact de la crise, on contraint le programme à ce que la date de rupture soit contenue dans une fenêtre temporelle de 2 ans entre juin 2007 et juin 2009<sup>14</sup>.

Le modèle estimé est donné par l'équation (1):

$$\text{Log}X_{it} = \alpha_i + \alpha'_i D_{t,\tau} + \beta_i t + \beta'_i t * D_{t,\tau} + \epsilon_{it} \quad (1)$$

où  $X_{it}$  est la série mensuelle d'encours de crédit, du département  $i$  à  $t$  la date,  $D_{t,\tau}$  une variable muette nulle avant la rupture et égale à un ensuite. On obtient, pour chaque département, non seulement la date de rupture (identifiée par le numéro du mois auquel survient la rupture, où octobre 2005=1) mais également les valeurs, de la pente de la tendance des encours de crédit avant la rupture, notée  $\beta_i$  ( $\beta_i$  positif), de la modification de la pente liée à la rupture, notée  $\beta'_i$  ( $\beta'_i$  négatif) et de la pente de la tendance des crédits après la rupture, construite comme la somme des coefficients  $\beta_i$  et  $\beta'_i$  ( $\beta_i + \beta'_i$  positif ou négatif). On considérera que l'intensité de la rupture est d'autant plus forte que  $\beta'_i$  est faible, c'est-à-dire que  $\beta'_i$  est fort en valeur absolue.

---

<sup>14</sup> Les données ont été désaisonnalisées par département en utilisant l'information disponible sur la période globale (octobre 2005 – avril 2010).

Le graphique 3 croise les résultats obtenus sur la date et l'intensité de la rupture dans les départements français.<sup>15</sup>

[Insérer graphique 3]

Les dates de rupture s'échelonnent de septembre 2007 à février 2009 (date concernant 2 départements dont Paris)<sup>16</sup>. Les intensités de rupture s'étendent, en variation logarithmique mensuelle, entre - 0,0016543 pour la Haute-Corse et - 0,0241166 pour Paris, valeur extrême par rapport au reste de l'échantillon (moyenne -0,0064216), ce qui correspond, en pourcentage et en rythme annuel, à une décroissance par rapport à la tendance d'avant crise comprise entre -1,97% et -24,61% (moyenne -7,42%). On observe une corrélation moyenne négative entre et date et intensité : plus précoce, la rupture est généralement plus faible ; plus tardive, elle est généralement plus forte. Les tableaux 1 et 2 présentent les principales statistiques descriptives associées à ces variables.

[Insérer tableaux 1 et 2]

Ces fortes disparités départementales nous amènent naturellement à nous interroger sur l'existence d'un lien entre la structure bancaire locale et la réponse à la crise financière telle qu'elle apparaît dans la temporalité et l'intensité des ruptures constatées dans l'évolution des encours de crédit.

### 3.4 Caractéristiques structurelles des marchés bancaires à l'échelle départementale

La diversité des réactions départementales à la crise financière constatée dans la section 3 conduit, en lien avec les enseignements de la littérature rappelés dans la section 2, à rechercher dans les caractéristiques structurelles des marchés bancaires locaux une explication à ces disparités. A cet effet, on construit plusieurs indicateurs départementaux en exploitant les informations contenues dans les CFT. Ces indicateurs départementaux sont des valeurs

---

<sup>15</sup> Il n'apparaît pas de rupture dans le Gers et la Haute-Loire et on ne représente pas la Somme qui est, selon la méthode employée, le seul département à connaître une rupture positive pour faciliter la lecture du graphique. On conserve toutefois ce département dans les estimations (sauf en robustesse).

<sup>16</sup> Les premières dates de rupture paraissent très précoces mais elles concernent des départements pour lesquels les évolutions des encours de crédits sont très heurtées et peuvent laisser penser à l'existence d'un problème statistique dans la remontée des données départementales. On a conservé (sauf en robustesse) ces départements dans l'analyse empirique pour éviter tout biais de sélection discrétionnaire.

moyennes sur la période janvier 2007-décembre 2007 (un an pour gommer les effets saisonniers et sur une période où aucun département n'a encore expérimenté de rupture). Ces indicateurs sont calculés en agrégeant l'information de l'ensemble des banques déclarant effectivement sur une base départementale et mensuelle en conformité avec la méthode de construction des encours de crédit.

Un premier ensemble de variables,  $SB_i$ , regroupe des indicateurs calculés pour l'ensemble des types de banques de notre échantillon présentes dans le département  $i$  et vise ainsi à caractériser la structure des marchés bancaires locaux sans que soit effectuée de distinction entre banques nationales, régionales ou locales. Pour rendre compte de la concentration des marchés bancaires locaux ainsi que du degré de couverture des territoires, on utilise un indice de concentration des marchés locaux du crédit,  $HHI_i$ , indicateur Herfindhal-Hirschmann des crédits distribués dans le département  $i$  par les banques présentes dans ce département et un indicateur de densité bancaire,  $Densité_i$ , calculé comme le nombre total d'agences bancaires de l'ensemble des banques présentes dans le département  $i$  pour mille habitants<sup>17</sup>. Deux autres variables rendent compte de la structure de l'activité bancaire : le taux d'intermédiation,  $IR_i$ , calculé comme le rapport entre le total des crédits distribués et le total des dépôts collectés par les banques présentes dans le département  $i$  et un indicateur de la structure du portefeuille de crédits des banques,  $CPS_i$ , calculé comme le rapport entre le total des crédits distribués aux sociétés non financières et aux entrepreneurs individuels et les crédits distribués aux particuliers par les banques présentes sur le département  $i$ .

Un second ensemble de variables,  $REG_i$ , vise à rendre compte de la présence des banques régionales et locales dans le département  $i$ . Quatre indicateurs sont construits : (i)  $MS\_RS_i$ , la part de marché des banques régionales, rapport entre le total des crédits distribués dans le département  $i$  par les banques régionales sur le total des crédits distribués dans le département  $i$  par l'ensemble des banques ; (ii)  $MS\_LB_i$ , la part de marché des banques locales, rapport entre le total des crédits distribués dans le département  $i$  par les banques locales sur le total des crédits distribués dans le département  $i$  par l'ensemble des banques ; (iii)  $IR\_RS_i$ , le taux d'intermédiation des banques régionales, rapport entre le total des crédits distribués et le total des dépôts collectés dans le département  $i$  par les banques régionales et

---

<sup>17</sup> Le débat autour des effets bénéfiques d'une concurrence accrue sur le marché bancaire s'articule autour deux visions concurrentes. Selon le paradigme structure-comportement-performance (SCP), une concurrence accrue des marchés bancaires est bénéfique dans la mesure où elle conduit à une réduction des coûts pour les consommateurs (baisse des taux de crédit et augmentation des taux payés sur les dépôts). En revanche, les tenants de l'hypothèse d'efficacité soulignent quant à eux les effets bénéfiques associés à une certaine concentration des marchés grâce à une plus grande efficacité associée à la taille des acteurs bancaires. On pourra se référer à Goddard et al. (2007) et Berger et al. (2010) pour une synthèse de la littérature sur la question.

(iv)  $IDS_{RS_i}$ , un indicateur de dispersion spatiale des banques régionales dans le département  $i$ , nombre moyen de départements dans lesquels les banques régionales présentes dans le département  $i$  sont implantées. Les deux premiers indicateurs  $MS_{RS_i}$  et  $MS_{LB_i}$  permettent de mesurer l'importance relative de l'activité de crédit respectivement des banques régionales et des banques locales dans un département donné. Le troisième indicateur  $IR_{RS}$  rend compte du dynamisme relatif des banques régionales au regard des crédits distribués par rapport aux dépôts collectés. Le quatrième indicateur  $IDS_{RS_i}$  mesure quant à lui la dispersion spatiale des banques régionales présentes sur un département. Plus la valeur de cet indicateur augmente, plus le localisme des banques régionales diminue ; les banques régionales deviennent alors à la fois géographiquement plus diversifiées et donc fonctionnellement plus distantes.

Les tableaux 3, 4 et 5 présentent les principales statistiques descriptives portant (i) sur l'ensemble des départements français, (ii) l'ensemble des départements français hors départements de la région Ile-de-France et (iii) les départements de la région Ile-de-France. Le graphique 4 propose une représentation des disparités interdépartementales des caractéristiques structurelles des marchés bancaires locaux.

[Insérer tableaux 3, 4 et 5 et graphique 4]

L'analyse de ces différentes informations met clairement en évidence l'existence d'une hétérogénéité importante des structures des marchés bancaires des départements français. Des disparités importantes peuvent tout d'abord être mises en évidence entre, d'une part, l'Ile-France et, d'autre part, le reste des départements français. Le marché bancaire en Ile-France est ainsi moins concentré, signe d'une concurrence interbancaire relativement plus forte que sur le reste du territoire. Le taux d'intermédiation y est également plus élevé que dans les autres départements de notre échantillon. Plusieurs raisons peuvent être avancées pour expliquer ce phénomène. Tout d'abord, l'Ile-de-France est caractérisée par une présence des banques étrangères plus importante que sur le reste du territoire français. Le volume des crédits accordés par ces banques n'est donc pas forcément totalement corrélé avec les dépôts collectés sur le territoire français, car également adossé sur les ressources collectées hors territoire français. De plus, on peut également supposer qu'un certain nombre de crédits accordés aux très grandes entreprises sont imputés au niveau du siège social de la banque

(souvent situé en Ile-de-France pour les banques nationales) pour des raisons de délégation des décisions d'octroi de crédits des régions vers la direction centrale. Enfin, on constate également une présence plus faible des banques régionales et locales que sur le reste des départements de notre échantillon.

Au delà de ces différences entre la région Ile-de-France et le reste du territoire français, des disparités importantes peuvent également être relevées lorsqu'on considère l'ensemble des départements français hors Ile-de-France. On note, par exemple, une forte hétérogénéité des structures des actifs bancaires ; la part moyenne des crédits aux entreprises par rapport aux crédits aux ménages est ainsi comprise entre 0,53 et 1,90. Il existe également une forte disparité en termes de concentration et de densité des marchés bancaires locaux, avec notamment un nombre moyen d'agences pour cent habitants compris entre 5 et 11.

Plus élevée qu'en Ile-de-France (80,1% contre 49,3%), la part de marché des banques régionales est également très différente entre les départements français, hors Ile-de-France, (premier décile égal à 68% et neuvième décile égal à 90,7%). Enfin, on peut également noter des disparités en termes de dispersion spatiale des banques régionales. Si, en moyenne, les banques régionales exercent leurs activités sur 12 départements, l'indicateur de dispersion spatiale présente de très forts écarts dans ses valeurs extrêmes (premier décile égal à 8,7 et neuvième décile égal à 17,6).

#### 4. Explication des ruptures dans les encours de crédit par les disparités structurelles des marchés bancaires locaux

##### 4.1 Présentation de la stratégie d'estimation

Notre objectif est d'étudier la réaction de la distribution de crédit au niveau départemental et d'analyser dans quelle mesure l'hétérogénéité des réactions peut être expliquée par des caractéristiques structurelles des marchés du crédit au niveau local, telles que la concentration ou l'importance relative de certaines catégories de banques. L'estimation est réalisée en coupe transversale dans la dimension départementale en utilisant la méthode des moindres carrés ordinaires ; les problèmes éventuels d'hétéroscédasticité sont traités en

utilisant la correction d'Hubert-White<sup>18</sup>. On retient ici deux formes fonctionnelles données par les équations (2) et (3) :

$$\text{Avant-Crise}_i = a_0 + a_1\text{SB}_i + a_2\text{REG}_i + \varepsilon_i \quad (2)$$

$$\text{Crise}_i = b_0 + b_1\text{SB}_i + b_2\text{REG}_i + b_3\text{CondInitial}_i + \gamma_i \quad (3)$$

où Avant-Crise est la variable Pente Avant, tendance de l'évolution des encours de crédit avant la date de rupture, c'est-à-dire le vecteur des valeurs estimées  $\beta_i$  de l'équation (1) ; Crise est définie alternativement par (i) la variable Date, c'est-à-dire le vecteur des dates de rupture identifiées à partir de l'équation (1) ; (ii) la variable Intensité, définie comme la modification de la pente liée à la rupture c'est-à-dire le vecteur des valeurs estimées du coefficient  $\beta_i'$  de l'équation (1) ; (iii) la variable Pente Après, tendance de l'évolution des encours de crédit après la date de rupture, c'est-à-dire le vecteur défini par la somme des valeurs estimées des coefficients  $\beta_i$  et  $\beta_i'$  de l'équation (1) ;  $\text{SB}_i$  et  $\text{REG}_i$  désignent les deux ensembles de variables présentées dans la section 3.4,  $\text{SB}_i$  correspondant aux déterminants structurels des marchés bancaires locaux associés à l'ensemble des banques présentes dans le département, quel que soit leur type et  $\text{REG}_i$  correspondant aux déterminants structurels associés à l'ensemble des banques régionales ou locales présentes dans le département ;  $\text{CondInitial}_i$ , construite comme le résidu de l'équation (2), par construction orthogonale aux autres variables explicatives de l'équation (2) et destinée à capter les phénomènes économiques de nature structurelle non prise en compte par les autres variables. La dimension bancaire ne peut pas en effet traduire l'intégralité de l'hétérogénéité entre départements. La vitalité de l'économie réelle locale, sa vulnérabilité ou sa résilience, jouent également un rôle dans l'évolution des encours de crédits. On peut cependant considérer que l'évolution antérieure à la crise traduit le dynamisme du marché du crédit, et, donc, le résultat de la rencontre d'une offre bancaire et d'une demande de la clientèle reflétant les besoins de l'économie réelle (sociétés non financières, entreprises individuelles, particuliers, administrations publiques, etc...). L'équilibre des marchés locaux du crédit avant la rupture reflète donc le dynamisme sous jacent de l'économie réelle locale, sans qu'il soit cependant

---

<sup>18</sup> Si la disponibilité de données mensuelles permet d'étudier les variations du crédit distribué au niveau départemental et de mettre en œuvre des estimations en données de panel, les facteurs structurels caractérisant les marchés bancaires locaux étant pratiquement invariants à court terme, les estimations sont réalisées en coupe transversale.

possible, dans ce cadre, de se prononcer sur l'éventuel sens de la causalité entre dimension financière et dimension réelle.

L'observation des corrélations entre les différentes variables explicatives sur nos deux échantillons (Tableaux 6 et 7) nous conduit à retenir 3 ensembles de variables explicatives suivants<sup>19</sup> :

(a) concentration du marché du crédit, HHI ; taux d'intermédiation, IR ; structure du portefeuille de crédits CPS ;

(b) concentration du marché du crédit, HHI ; structure du portefeuille de crédits, CPS ; taux d'intermédiation des banques régionales, IR\_RS ; indicateur de dispersion spatiale des banques régionales, IDS\_RS ; part de marché des banques locales, MS\_LB ;

(c) structure du portefeuille de crédits, CPS ; taux d'intermédiation des banques régionales, IR\_RS ; part de marché des banques régionales, MS\_RS ; indicateur de dispersion spatiale des banques régionales, IDS\_RS ; part de marché des banques locales, MS\_LB.

On aura donc au total 3 spécifications à estimer pour l'équation (2), 3 spécifications pour chacun des 3 indicateurs relatifs à l'équation (3), et, ce, sur deux échantillons « France » et « France hors Ile-de-France »<sup>20</sup>.

[Insérer tableaux 6 et 7]

#### 4.2 Impact de la structure bancaire locale et spécificités des banques régionales révélées par la crise financière

Les tableaux 8 et 9 présentent les résultats des estimations respectivement sur l'échantillon « France » et sur l'échantillon « France hors Ile-de-France »<sup>21</sup>.

[Insérer tableaux 8 et 9]

---

<sup>19</sup> Le constat de forte corrélation entre les variables Densité et HHI nous a ainsi conduits à exclure la variable Densité de nos estimations et à privilégier la variable HHI parce qu'elle permet d'appréhender des disparités interdépartementales de concentration de l'activité bancaire de manière beaucoup plus précise que l'indicateur de densité bancaire.

<sup>20</sup> Aucune rupture n'étant détectée pour deux départements (Gers et Haute-Loire), l'échantillon « France » contient donc 94 départements et l'échantillon « France hors Ile-de-France » 86.

<sup>21</sup> Les valeurs de Pente Avant, Intensité et Pente Après ont été multipliées par 100 par commodité de présentation et de lecture des résultats des estimations.



Ces résultats appréciés globalement justifient la prise en compte de la structure des marchés bancaires locaux dans l'explication de l'impact de la crise financière à l'échelle des départements français. Même si les impacts propres aux caractéristiques locales varient selon le choix des variables expliquées, des modèles explicatifs et des échantillons retenus, il demeure des résultats forts notamment en termes de concentration de l'activité bancaire et de prise en compte du rôle spécifique des banques régionales au cours de cette période de crise. Parmi les différentes spécifications relatives à la pente de l'évolution des crédits avant la rupture (Pente Avant), la date de la rupture (Date), l'intensité de la rupture (Intensité) et la pente après la rupture (Pente Après), c'est l'intensité qui fait apparaître le plus de déterminants significatifs. On rappelle que l'intensité est mesurée dans un département par la modification  $\beta_i'$  de la pente liée à la rupture, dont la valeur est toujours négative<sup>22</sup>. La rupture est donc d'autant plus forte que cette valeur est faible et donc forte en valeur absolue ce que l'on traduira ici par commodité de langage par une intensité forte. Un coefficient positif attaché à une variable explicative d'une des spécifications signifie donc qu'une augmentation de la valeur de cette variable entraîne une augmentation de  $\beta_i'$ , donc une diminution de sa valeur absolue et donc une plus faible intensité de la rupture.

Considérons en premier lieu le rôle des déterminants structurels concernant l'ensemble des types de banques présentes dans un département, c'est-à-dire la concentration HHI, le taux d'intermédiation IR et la structure du portefeuille de crédits CPS.

Avant la crise, le dynamisme de la distribution de crédit est négativement relié au degré de concentration HHI du marché bancaire local. Cet effet est conforme aux enseignements du paradigme SCP selon lequel un marché du crédit plus concurrentiel est bénéfique pour le dynamisme de l'économie. Lorsqu'on examine l'intensité mesurant l'inflexion des encours de crédit après la survenance de la crise, la concentration semble jouer un rôle différent. Les départements caractérisés par une plus forte concentration de leur marché bancaire apparaissent plus résistants avec une intensité (en valeur absolue)<sup>23</sup> du choc plus faible. Ce résultat valide l'hypothèse selon laquelle la présence d'acteurs dominants, faisant face à une pression concurrentielle moins forte, a permis d'amortir l'impact de la crise financière dans les territoires sur lesquels ils sont implantés. Cependant, lorsqu'on exclut les départements d'Ile-de-France, cette relation positive entre intensité de la crise et concentration disparaît. C'est donc vraisemblablement le poids majeur de l'association de la très forte

---

<sup>22</sup> A l'exception d'un département.

<sup>23</sup> Le signe positif du coefficient attaché à HHI signifie que, lorsque HHI augmente, l'écart  $\beta'$  à la pente avant-crise-crise augmente, sa valeur négative se rapprochant de zéro, donc que l'intensité du choc diminue.

concurrence bancaire (HHI très faible) et de la très forte chute des encours de crédit (intensité de rupture très élevée) en Ile-de-France qui explique le lien négatif identifié dans l'échantillon « France ». Cette divergence due à l'inclusion ou non de l'Ile-de-France apparaît également de manière cohérente dans le résultat obtenu sur la pente après la rupture, résultat synthétique lié à la combinaison de celui sur la pente avant et sur l'intensité de la rupture : la concentration n'a plus d'influence sur l'évolution des encours de crédit dans l'échantillon « France » (les significativités, négative d'avant-crise et positive d'après-crise, se neutralisent) alors qu'elle joue toujours un rôle défavorable sur l'échantillon « France hors Ile-de-France » (la significativité négative d'avant-crise n'est pas modifiée par la crise).

En ce qui concerne le taux d'intermédiation IR, aucun lien n'apparaît. Mais la crise est retardée et son intensité renforcée dans les départements où le taux d'intermédiation est fort, résultat stable sur les deux échantillons. On peut considérer que la capacité d'un département à obtenir des crédits dans une proportion élevée de ses dépôts traduit une vitalité relative qui a été particulièrement mise à mal par la survenance de la crise. Les crédits ont d'autant plus fléchi qu'ils étaient proportionnellement plus abondants par rapport aux dépôts du département. Ce département a ainsi pu se trouver d'autant plus dépourvu quand la crise fut venue...et que les banques y ont réduit plus fortement les crédits. Cet impact négatif sur l'intensité associé à la neutralité d'avant-crise se traduit logiquement par un impact négatif de IR sur la pente d'après-crise. Quant à la structure par agent du portefeuille de crédit CPS, on peut établir sur l'échantillon France un rôle identique à celui précédemment développé pour IR, si on analyse également CPS comme une variable structurelle reflétant le dynamisme d'une économie départementale en lien avec le poids relatif du financement de ses entreprises. En fait, l'interprétation est plus immédiate. Le choc de la crise a été plus rude pour les entreprises que pour les ménages (les données nationales par agent des CFT le démontrent), l'intensité de la rupture est donc plus forte lorsque CPS est plus élevé. Il apparaît en revanche que le choc a été plus tardif dans les départements où le poids du financement aux entreprises est relativement plus important.

Les conditions économiques initiales du département (CondInitial), telles qu'elles sont établies par les résidus de l'équation (2) de la pente avant-crise prises<sup>24</sup> comme variable explicative des 3 spécifications relatives à l'équation (3) (date, intensité et pente après-crise), montrent avec une grande stabilité que, toutes choses égales par ailleurs, un département

---

<sup>24</sup> On rappelle que ces conditions initiales reflètent les conditions autres que celles liées à la structure bancaire locale, puisque les résidus de l'équation (2) sont, par construction, orthogonalisés par rapport aux différentes combinaisons de variables bancaires utilisées dans les 3 spécifications (a), (b) et (c) de la pente avant-crise.

subira la crise avec d'autant plus de précocité et d'ampleur que sa trajectoire d'avant-crise était plus dynamique. On constate ainsi dans les estimations de la tendance d'après-crise que la crise atténuée considérablement les écarts de tendance d'avant-crise entre les départements et homogénéise les évolutions locales des marchés du crédit.

Considérons maintenant le rôle des déterminants structurels concernant les banques régionales, c'est-à-dire le taux d'intermédiation spécifique IR\_RS, la part de marché MS\_RS et l'indice de dispersion spatiale IDS\_RS de ces banques régionales. En ce qui concerne le taux d'intermédiation des banques régionales (IR\_RS), sa très forte corrélation avec le taux d'intermédiation de l'ensemble des banques (IR), a amené évidemment à substituer IR\_RS à IR. Les résultats obtenus pour IR\_RS sont très proches de ceux obtenus avec IR dans l'explication de l'intensité de la rupture, avec des forts niveaux de significativité comparables dans les deux échantillons France et France Hors Ile-de-France. En revanche, on mesure un effet favorable du taux d'intermédiation des banques régionales avant la crise sur les deux échantillons. Plus la proportion des crédits distribués par les banques régionales par rapport aux dépôts qu'elles collectent est élevée, plus le dynamisme de l'offre de crédit est important<sup>25</sup>. Par contre, aucun effet n'est constaté sur la pente après-crise.

Le rythme de croissance des encours de crédits avant-crise et la part de marché départementale des banques régionales mesurée par MS\_RS évoluent en relation inverse. On peut donc dire que les banques régionales sont proportionnellement plus actives (par rapport aux nationales) dans les départements qui le sont le moins. Ce résultat tient sur les deux échantillons. En ce qui concerne les résultats sur l'intensité de la crise, ils nécessitent de distinguer une fois encore la prise en compte ou non de l'Ile-de-France. Sur la France entière, MS\_RS atténue l'intensité de la rupture (mais ne la retarde ni ne l'avance). Cette résistance plus importante sur les marchés à forte présence des banques régionales est conforme à l'hypothèse d'un biais domestique mis en évidence notamment par Presbitero et al. (2013), hypothèse selon laquelle les banques régionales, fonctionnellement moins distantes que les banques nationales et donc plus proches du marché local, sont moins enclines à réduire leur offre de crédit au niveau local. Ce résultat est également cohérent avec l'hypothèse selon laquelle les banques nationales, plus fortement impactées par une crise globale de liquidité que les banques régionales, auraient eu tendance à réduire plus fortement leur offre de crédit global. En revanche, aucun effet significatif lié à la crise, date ou intensité, ne peut être mis en évidence lorsqu'on exclut les départements d'Ile-de-France. Cette divergence de résultats

---

<sup>25</sup> Mais la synthèse de l'effet positif d'avant crise et négatif de la crise neutralise l'impact de l'IR\_RS sur la pente des encours de crédit après crise.

souligne une nouvelle fois le rôle discriminant des départements de la région Ile-de-France par rapport à la Province. En moyenne, sur la France entière, plus la part de marché des banques régionales est forte, plus la rupture dans les encours de crédits a été atténuée. Mais ce résultat est fortement lié au fait que les banques régionales sont très peu présentes dans quelques départements majeurs de l'Ile-de-France comme Paris (75) ou les Hauts-de-Seine (92) où la crise a été très marquée. Les parts de marché de l'ensemble des banques régionales dans les départements de Province sont contenues dans un écart trop faible pour discriminer lors de la crise un impact spécifique de MS\_RS dans l'échantillon hors Ile-de-France. Finalement, lorsqu'on compare les deux échantillons, on constate que la part de marché des banques régionales n'explique pas la pente d'après-crise dans l'échantillon France entière car l'impact négatif des banques régionales sur la pente d'avant-crise est neutralisée par leur rôle favorable durant la crise, c'est-à-dire une atténuation de l'intensité de la rupture. Mais lorsqu'on exclut l'Ile-de-France, cet impact négatif d'avant-crise persiste après-crise puisque les banques régionales n'atténuent pas l'intensité de la crise dans cet échantillon.

Au regard des difficultés d'interprétation liées au choix de l'échantillon retenu pour interpréter le rôle de la part des marchés des banques régionales, le coefficient de l'indicateur de disparité spatiale IDS\_RS affiche quant à lui une stabilité remarquable dans son signe et sa significativité. Cela est vrai dans les équations de date, d'intensité et de pente après, et dans les deux échantillons. La variable IDS\_RS apparaît comme le facteur explicatif le plus robuste pour identifier un impact spécifique des banques régionales. Cet indicateur IDS\_RS peut s'interpréter comme l'inverse d'un indicateur de localisme moyen des banques régionales présentes dans un département donné. Lorsque IDS\_RS augmente, les banques régionales interviennent sur un périmètre géographique de plus en plus large et peuvent donc être considérées comme, en moyenne, moins intrinsèquement liées au département considéré. Plus dispersées géographiquement, elles sont donc également fonctionnellement plus distantes. Les résultats montrent que la dispersion spatiale retarde la rupture mais l'accroît ; et donc inversement, le localisme atténue l'intensité de la crise mais la transmet plus rapidement dans le département. Ce constat d'une rupture d'intensité plus forte sur les marchés où le système bancaire est plus distant va dans le sens des résultats obtenus notamment par Presbitero et al. (2013). Il conforte les analyses qui confèrent aux banques régionales/locales un rôle spécial dans le développement économique local, en raison d'une implication plus forte sur leur territoire, d'une meilleure connaissance des marchés mais également d'une plus grande proximité décisionnelle dans l'octroi des crédits. L'impact de la crise sur la distribution des

crédits serait donc atténué par la proximité des offreurs et des demandeurs de crédit<sup>26</sup>. Cette plus forte résistance des banques plus « attachées » à leur territoire paraît cependant contrebalancée par l'impact de IDS\_RS sur la date de rupture. Lorsque la dispersion est plus forte, et donc le localisme plus faible, la crise frappe statistiquement plus tard. Ce résultat peut toutefois s'expliquer par un effet d'inertie du comportement des banques exerçant sur un périmètre géographique plus large. L'augmentation de la distance fonctionnelle peut en effet réduire l'efficacité des banques dans la perception de la dégradation des conditions locales et se traduire ainsi par une rupture plus tardive dans les encours de crédit. Mais lorsque survient la réaction à la crise, elle est plus sévère car les critères d'octroi de crédit sont plus uniformément durcis pour l'ensemble des emprunteurs. En devenant plus géographiquement dispersées, les banques régionales se comporteraient de plus en plus comme des banques nationales<sup>27</sup>. Ces explications du rôle de IDS\_RS nécessiteraient cependant d'être corroborées et complétées par l'utilisation de données bancaires individuelles, notamment par l'analyse de la composition et de la modification du bilan des banques durant la crise, et, imposerait également de pouvoir appréhender le fonctionnement des marchés externes et internes de la liquidité des banques régionales au sein de leurs réseaux respectifs.

Enfin, on a également étudié l'impact du localisme sur le crédit par l'introduction, dans l'ensemble des équations, de MS\_LB, la part de marché des banques locales au sens de notre classification. Mais cette variable n'est jamais significative. La présence des banques purement locales est certainement bien trop limitée pour avoir un impact sur l'évolution des crédits à l'échelle départementale. Elles ne peuvent dans leur département avoir un impact direct par leur poids trop faible et ne semblent donc pas non plus avoir un impact indirect sur le comportement de leurs concurrentes nationales et régionales.

#### 4.3 Crédits aux entreprises et spécificité des banques régionales

Les arguments avancés dans la littérature pour justifier la spécificité des banques régionales font une place importante aux caractéristiques particulières du financement des entreprises, notamment en ce qui concerne l'opposition entre le relationship-lending et le transaction-lending. On devrait ainsi s'attendre à trouver une relation renforcée entre les

---

<sup>26</sup> Ce résultat ne va pas dans le sens des effets bénéfiques de la diversification géographique des banques américaines sur l'activité économique locale mis en évidence par Strahan (2003), Becker (2007) et Keeton (2009). Toutefois, leurs travaux identifient les conséquences favorables de la diversification géographique lorsqu'elle permet d'atténuer l'impact local d'un choc local, notamment par le redéploiement de liquidités entre différents marchés sur lesquels exercent une banque géographiquement diversifiée,

<sup>27</sup> Un tel comportement est notamment mis en évidence par Strahan et Loutskina (2011) dans le cas des banques américaines.

indicateurs de l'évolution départementale des crédits et ceux de la structure bancaire locale quand on étudie les conséquences de la crise financière sur les seuls crédits distribués aux entreprises. Afin de vérifier cette intuition, on a construit la variable « crédits aux entreprises » en agrégeant les données relatives à deux catégories d'agents identifiés dans les centralisations financières : les sociétés non financières et les entrepreneurs individuels. On a ensuite déterminé les ruptures dans les séries départementales des encours de crédit aux entreprises et procédé aux mêmes estimations sur l'ensemble des spécifications des équations 2 et 3. Les tableaux 10 et 11 présentent les résultats des estimations respectivement sur l'échantillon « France » et sur l'échantillon « France hors Ile-de-France ».

En ce qui concerne la part de marché des banques régionales MS\_RS, on constate qu'avant la crise, les crédits aux entreprises sont moins dynamiques là où les banques régionales sont les plus présentes, comme c'était déjà le cas pour le crédit total mais avec un impact défavorable un peu plus fort et, ce, qu'on prenne en compte ou non l'Ile-de-France. Après la crise, les banques régionales apparaissent atténuer l'ampleur de la rupture dans les encours de crédit aux entreprises uniquement sur l'échantillon France entière mais légèrement moins qu'elles ne le font pour le crédit total et avec une plus faible significativité.

C'est dans l'influence de IDS\_RS qu'on peut détecter le poids plus fort des arguments liés à la distance géographique ou fonctionnelle quand on étudie le crédit aux entreprises. Dans les deux échantillons, la variable de dispersion spatiale perd la significativité (négative) sur la pente avant et sur la date de la rupture qu'elle avait dans l'étude du crédit total mais son effet ressort renforcé sur l'intensité. Autrement dit, le localisme, tel que mesuré par la variable IDS\_RS n'aurait pas eu d'impact dans la distribution de crédit en temps calme. Par contre, les relations de proximité et vraisemblablement de plus long terme entre les banques plus géographiquement concentrées et leur clientèle d'entreprises, se seraient révélées favorables au moment des fortes turbulences générées par la crise financière globale et l'effet se serait maintenu dans la tendance d'après crise.

On peut afficher plus clairement l'impact des variables explicatives sur l'évolution des encours de crédit en le mesurant sur un rythme annuel (les coefficients des estimations des tableaux 8 à 11 sont relatives à des variations logarithmiques mensuelles). C'est ce qu'on fait dans le tableau 12 afin de comparer les résultats obtenus pour les crédits à l'ensemble des agents (tableau 8) et pour les crédits aux entreprises (tableau 10) en mettant l'accent sur les variables MS\_RS et IDS\_RS. Si l'on suppose une variation de 1% de MS\_RS ou de 1 (département) de IDS\_RS, l'impact sur le taux de croissance annualisé des encours de crédits

semble relativement faible, que ce soit sur la pente avant, l'intensité ou la pente après, avec toutefois un impact moyen plus fort sur les crédits aux entreprises. Lorsqu'on tient compte de la disparité des départements français, telle qu'elle apparaît dans l'écart entre les valeurs des 1er et 9ème déciles de la distribution de MS\_RS et de IDS\_RS, on met en évidence un impact économiquement très significatif sur le taux de croissance annuel des crédits, ce qui traduit bien l'ampleur des effets que nous avons identifiés dans cette étude sur le rôle des banques régionales et de leur degré de localisme.<sup>28</sup>

Pour les autres variables explicatives de l'évolution du crédit aux entreprises, certaines significativités apparaissent ou disparaissent par rapport à celles identifiées dans l'analyse du crédit à l'ensemble des agents. Mais lorsqu'ils sont significatifs, les coefficients ont toujours le même signe. Concernant la concentration, les résultats sont plus stables entre les deux échantillons qu'ils ne l'étaient dans le cas du crédit à l'ensemble des agents. Les marchés sont moins dynamiques lorsqu'ils sont concentrés que ce soit avant ou après la crise.

On a également effectué des estimations en retenant des indicateurs de concentration (HHI\_E) et de part de marché des banques régionales et locales (MS\_RS\_E et MS\_LB\_E) calculées sur la base des seuls crédits aux entreprises (Tableaux 13 et 14). L'impact de la concentration reste inchangé avant et après crise et on retrouve sur les deux échantillons un effet déjà constaté pour le crédit à l'ensemble des agents mais d'une ampleur et d'une significativité plus forte : les marchés concentrés retardent la survenance de la crise. En revanche, aucun effet significatif de la part de marché des banques régionales sur le marché des crédits aux entreprises, MS\_RS\_E n'est mis en évidence. C'est donc le poids des banques régionales sur l'ensemble du marché du crédit qui importe en tant que caractéristique structurelle des marchés locaux et non les parts de marché détenues par ces banques sur un segment de clientèle.

[Insérer tableaux 6 et 7]

---

<sup>28</sup> A titre d'exemple, comparons un département fictif ayant une forte présence de banques régionales très localisées (on le situe à la borne du 9ème décile en termes de part de marché des banques régionales et à la borne du 1er décile en termes de dispersion spatiale de ces banques) à un autre département fictif ayant une faible présence de banques régionales très dispersées (on le situe à la borne du 1er décile en termes de part de marché des banques régionales et à la borne du 9ème décile en termes de dispersion spatiale de ces banques). Dans ces hypothèses, le premier département manifesterait sa résistance à la crise par une rupture de son taux de croissance annuel de ses crédits plus faible de 5,30% (ensemble des agents) ou de 4,88% (entreprises) par rapport à celle subie par le second département.

#### 4.4 Robustesse

Différents tests de robustesse, à la fois sur les résultats concernant l'ensemble des crédits et sur ceux concernant les seuls crédits aux entreprises, ont été conduits portant à la fois sur la construction des variables explicatives et expliquées ainsi que sur la spécification des formes fonctionnelles estimées<sup>29</sup>.

La question de l'éventuelle endogénéité des variables caractérisant la structure des marchés bancaires locaux a tout d'abord été examinée. Les indicateurs départementaux étant calculés comme des valeurs moyennes sur la période janvier 2007-décembre 2007, ils sont donc, par construction, exogènes aux réactions dans la distribution des crédits suite à la crise (Date, Intensité et Pente Après).<sup>30</sup> En revanche la question peut se poser pour Pente Avant. Des estimations ont ainsi été conduites à partir de variables explicatives dont la valeur moyenne est calculée sur la période de 12 mois la plus précoce de notre échantillon octobre 2005-septembre 2006 et antérieure à la période d'estimation de Pente Avant, sans changement significatifs des résultats obtenus.

Des estimations ont également été réalisées sur les deux échantillons (« France » et « France hors Ile-de-France ») en excluant les valeurs extrêmes de l'indicateur de dispersion spatiale IDS\_RS (5<sup>ème</sup> centile, p5 et 95<sup>ème</sup> centile, p95) qui est la variable explicative la plus originale et novatrice de notre étude. Les effets persistent même avec cette restriction. On a également exclu un département faisant apparaître une rupture positive (cf. note 14) et les départements dont les dates de rupture très précoces pouvaient correspondre à des problèmes de fiabilité des données CFT (cf. note 15), sans que cela n'affecte là encore les principaux résultats.

#### 5. Conclusion

Cette étude constitue la première analyse de l'impact des caractéristiques structurelles bancaires sur l'évolution des encours de crédit appréciées au niveau départemental dans le cas français. Elle repose sur l'exploitation de données originales issues des Centralisations Financières Territoriales collectées mensuellement par la Banque de France et utilise la crise financière internationale de 2007-2008 comme une expérience naturelle d'un choc global

---

<sup>29</sup> Les tableaux de résultats ne sont pas présentés dans l'article mais disponible à la demande auprès des auteurs.

<sup>30</sup> Seuls 5 départements connaissent une date de rupture en 2007 ; 1 en septembre, 3 en novembre et 1 en décembre.

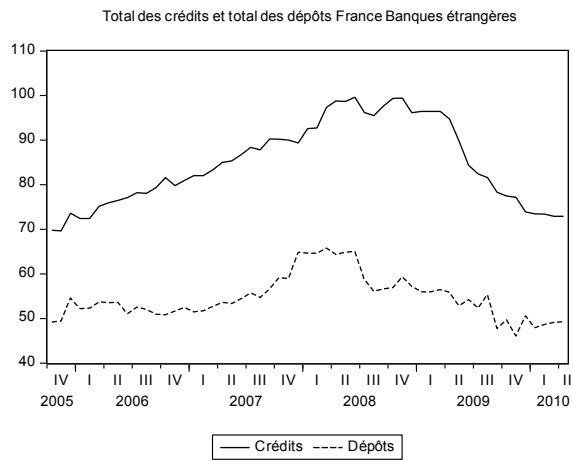
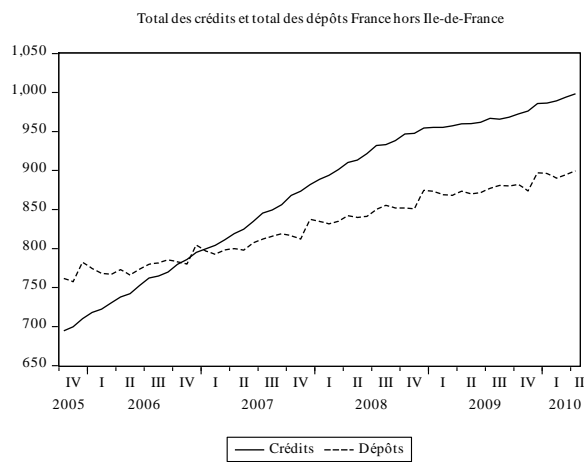
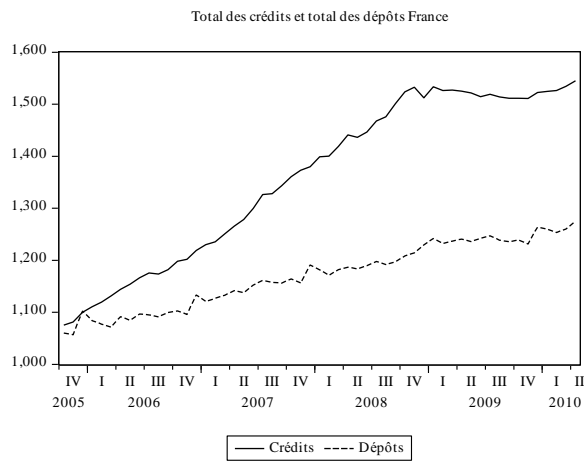


frappant l'ensemble des banques exerçant sur le territoire français. En mobilisant les arguments présents dans la littérature sur l'impact de la proximité et du localisme dans la relation bancaire, elle nous permet de déterminer si la présence des banques régionales se traduit par une plus forte résistance de la distribution du crédit lorsque survient un choc global négatif. Les résultats de nos estimations économétriques confèrent effectivement un rôle positif aux banques régionales, moins fonctionnellement distantes que les banques nationales, mieux informées sur les caractéristiques spécifiques de leurs emprunteurs, assurant un financement plus pérenne lorsque survient la crise dont elles atténuent ainsi l'intensité. Ce constat est également compatible avec l'hypothèse de banques nationales plus impactées que les banques régionales par une crise de liquidité globale réduisant plus fortement leur offre de crédit global. Toutefois, les résultats sont très dépendants de l'inclusion ou non de l'Ile-de-France dans l'échantillon retenu. Ce rôle favorable de la part de marché des banques régionales n'apparaît qu'au moment de la crise, car auparavant, les départements les plus dynamiques dans l'évolution des encours de crédit sont ceux où les banques nationales sont les plus actives. C'est en fait la construction originale d'une variable de dispersion spatiale moyenne des banques régionales présentes dans un département donné qui apporte les enseignements les plus stables. Plus le périmètre géographique moyen des banques régionales est faible, plus les distances opérationnelle et fonctionnelle diminuent, et plus la réponse à la crise est rapide mais d'ampleur limitée.

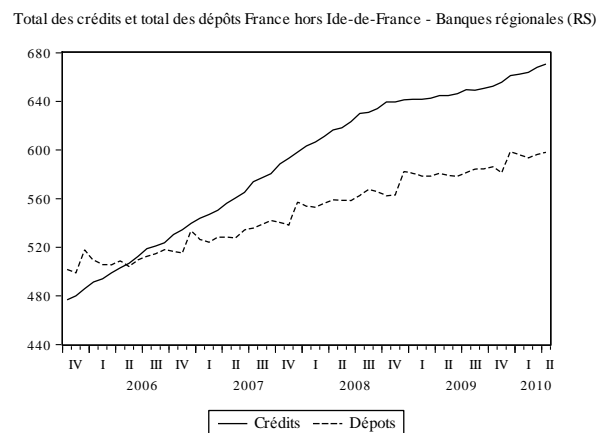
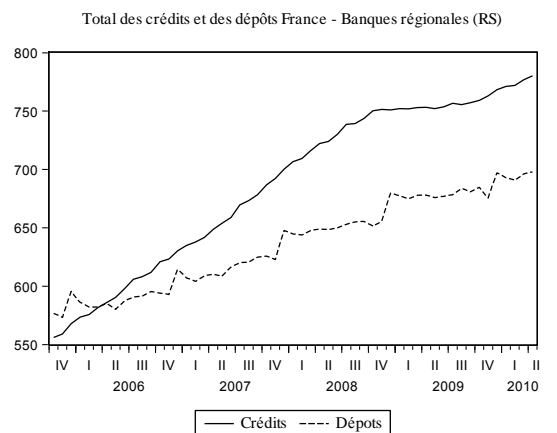
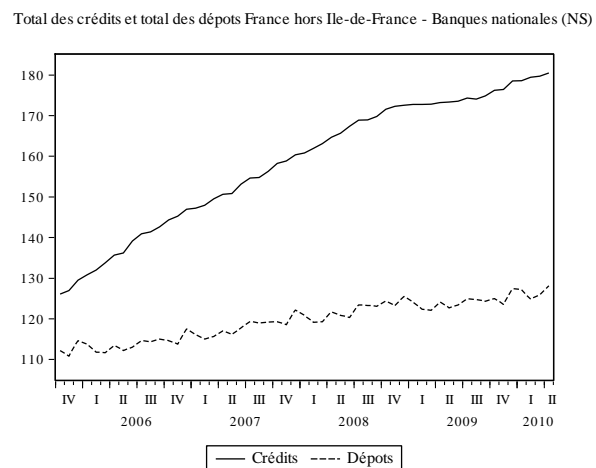
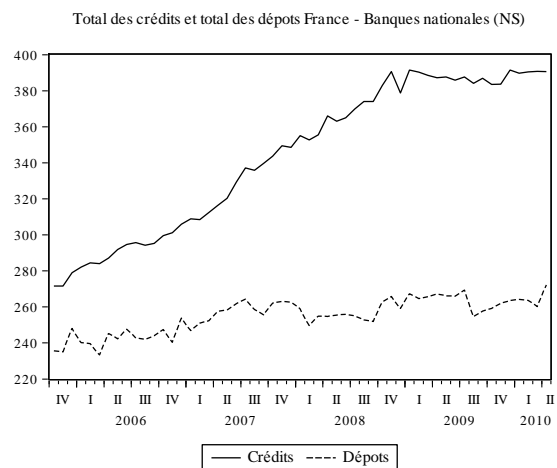
Nos conclusions vont ainsi dans le sens des nombreuses analyses qui, en mettant l'accent sur la proximité et le relationship-lending, confèrent un rôle spécial aux banques régionales/locales dans le financement du développement local mais à partir d'indicateurs permettant d'établir de manière plus rigoureuse les caractéristiques structurelles des marchés bancaires locaux. Il y a donc dans cette recherche plusieurs éléments nouveaux qui méritent d'être davantage explorés pour pouvoir se prononcer sur la supériorité éventuelle d'un type de relations bancaires plus adaptée au développement local. Les Centralisations Financières Territoriales doivent permettre une analyse plus fine en exploitant la dimension individuelle par banque des données qui ne sont ici, pour des raisons de confidentialité, utilisées qu'à un niveau agrégé. Les dimensions agents et produits sont également une source d'informations à exploiter pour pouvoir différencier les comportements des banques selon la nature de leur clientèle et des produits qu'elles commercialisent. Enfin, l'intégration explicite de données réelles en termes de production, d'indicateurs sectoriels et de démographie des entreprises,... devrait permettre non seulement de renforcer la pertinence de l'analyse en jouant sur plusieurs variables de contrôle de l'activité réelle, mais aussi de parvenir à établir un lien causal entre

les caractéristiques des systèmes bancaires locaux et le dynamisme économique des départements en étant capable de dissocier les effets relevant de l'offre et ceux relevant de la demande de crédit.

Graphique 1 : Evolution des encours de crédit sur la période octobre 2005 – avril 2010 (en milliards d’euro)



Graphique 2 : Evolution des encours de crédit et de dépôt par les banques nationales (hors Banque Postale) et par les banques régionales sur la période octobre 2005 – avril 2010<sup>31</sup>



<sup>31</sup> Il s'agit ici de données de crédits distribués et de dépôts collectés par des banques déclarant sur une base départementale et mensuelle.

Tableau 1 : Statistiques descriptives des variables expliquées sur l'échantillon « France »

	Moyenne	Ecart-type	Minimum	Maximum	p10	p25	p50	p75	p90	p95
Pente Avant	0.00858	0.00164	0.00403	0.0131	0.00660	0.00752	0.00866	0.00936	0.0103	0.0123
Date	33.22	3.505	23	40	27	32	34	36	37	37
Intensité	-0.00629	0.00309	-0.0241	0.00627	-0.00903	-0.00701	-0.00626	-0.00479	-0.00370	-0.00328
Pente Après	0.00229	0.00268	-0.0114	0.0152	0.000114	0.00114	0.00227	0.00344	0.00470	0.00545
Observations	94									

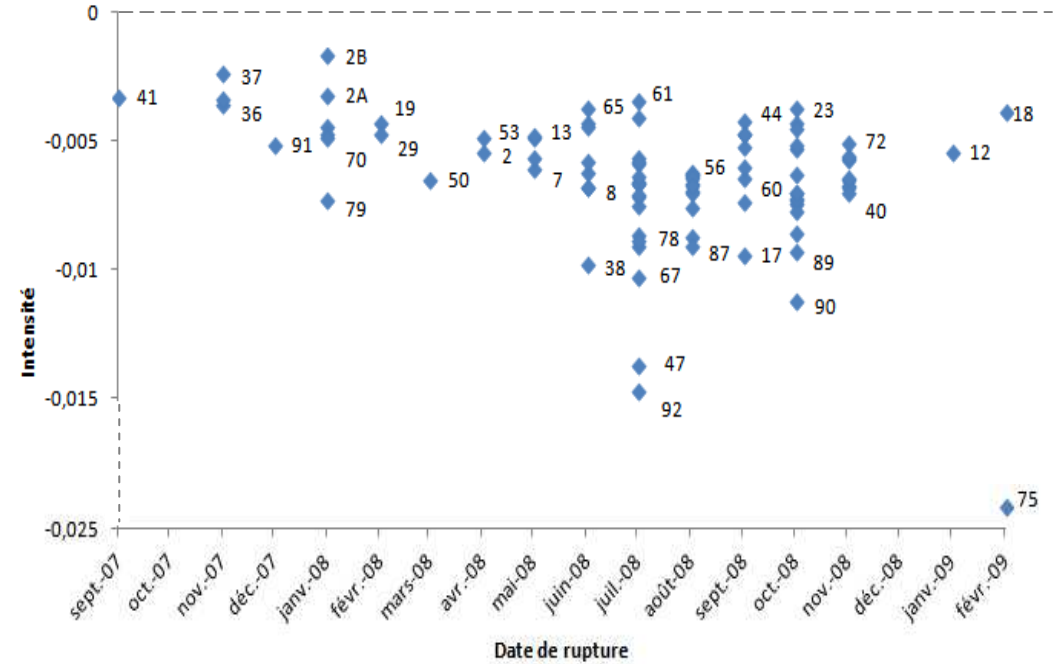
Date: date de la rupture de l'évolution des encours de crédits départementaux identifiée par le numéro calendaire du mois (octobre 2005=1, septembre 2008 =36,...) ; Pente avant : tendance des encours de crédits départementaux avant crise, ( $\beta$ ) ; Intensité : intensité de la rupture de l'évolution des encours de crédits départementaux après-crise, ( $\beta'$ ) ; Pente après : tendance des encours de crédits départementaux avant crise, ( $\beta + \beta'$ ).

Tableau 2 : Statistiques descriptives des variables expliquées sur l'échantillon « France hors Ile-de-France »

	Moyenne	Ecart-type	Minimum	Maximum	p10	p25	p50	p75	p90	p95
Pente Avant	0.00846	0.00156	0.00403	0.0131	0.00652	0.00733	0.00859	0.00932	0.0102	0.0115
Date	33.17	3.475	23	40	27	32	34	36	37	37
Intensité	-0.00594	0.00236	-0.0137	0.00627	-0.00863	-0.00699	-0.00617	-0.00470	-0.00370	-0.00328
Pente Après	0.00253	0.00229	-0.00189	0.0152	0.000245	0.00118	0.00231	0.00351	0.00470	0.00545
Observations	86									

Variables définies dans le tableau 1.

Graphique 4 : Date et intensité de la rupture de l'évolution des encours de crédits départementaux consécutive à la crise financière



Date: date de la rupture de l'évolution des encours de crédits départementaux identifiée par le numéro calendaire du mois (octobre 2005=1, septembre 2008 =36,...) ; Intensité : intensité de la rupture de l'évolution des encours de crédits départementaux après-crise, ( $\beta'$ ).

Tableau 3 : Statistiques descriptives sur l'échantillon «France» sur la période d'avant crise (janvier 2007-décembre 2007)

	Moyenne	Ecart-type	Minimum	Maximum	p10	p25	p50	p75	p90	p95
HHI	0.220	0.0703	0.115	0.452	0.134	0.169	0.214	0.252	0.318	0.360
Densité	0.689	0.134	0.325	1.179	0.529	0.608	0.679	0.738	0.849	0.912
IR	0.967	0.219	0.535	1.607	0.707	0.822	0.952	1.108	1.235	1.341
CPS	0.842	0.284	0.280	2.452	0.603	0.712	0.818	0.937	1.028	1.190
IDS_RS	12.41	3.009	6.111	19.86	8.708	9.975	12.27	14.70	16.23	17.63
IR_RS	1.047	0.194	0.585	1.646	0.823	0.897	1.037	1.176	1.273	1.390
MS_RS	0.775	0.120	0.315	0.918	0.622	0.736	0.798	0.855	0.891	0.907
MS_LB	0.00758	0.0140	0	0.0713	0	0	0	0.0106	0.0239	0.0332
Observations	96									

HHI : indicateur Herfindhal-Hirschmann des crédits distribués dans le département par des banques appartenant à un groupe national ; Densité : nombre d'agences bancaires appartenant à des groupes nationaux dans le département rapporté pour mille habitant ; IR : taux d'intermédiation dans le département calculé comme le rapport entre le total des crédits distribués et le total des dépôts collectés dans le département par des banques appartenant à un groupe national ; CPS : structure moyenne du portefeuille de crédits des banques dans le département calculé comme le rapport entre le total des crédits distribués aux sociétés non financières et aux entrepreneurs individuels et les crédits distribués aux particuliers par les banques appartenant à un groupe national ; IR\_RS : taux d'intermédiation des banques régionales calculé comme le rapport entre le total des crédits distribués par les banques régionales et le total des dépôts collectés dans le département ; MS\_RS : part de marché des banques régionales calculée comme le rapport entre le total des crédits distribués par les banques régionales dans le département sur le total des crédits distribués dans le département ; MS\_LB : part de marché des banques locales calculée comme le rapport entre le total des crédits distribués par les banques locales dans le département sur le total des crédits distribués dans le département ; IDS\_RS : indice de dispersion spatiale calculé comme le nombre moyen de département dans lequel les banques régionales du département sont implantées.

Tableau 4 : Statistiques descriptives sur l'échantillon « France hors Ile-de-France » sur la période d'avant crise (janvier 2007-décembre 2007)

	Moyenne	Ecart-type	Minimum	Maximum	p10	p25	p50	p75	p90	p95
HHI	0.227	0.0688	0.118	0.452	0.147	0.177	0.219	0.255	0.319	0.360
Densité	0.705	0.120	0.491	1.179	0.587	0.633	0.696	0.739	0.855	0.912
IR	0.954	0.207	0.535	1.607	0.705	0.822	0.931	1.100	1.206	1.314
CPS	0.858	0.204	0.527	1.902	0.661	0.727	0.832	0.943	1.028	1.178
IDS_RS	12.16	3.016	6.111	19.86	8.700	9.839	12.01	14.05	16.23	17.63
IR_RS	1.040	0.191	0.585	1.646	0.819	0.880	1.041	1.176	1.273	1.360
MS_RS	0.801	0.0821	0.532	0.918	0.680	0.764	0.811	0.862	0.891	0.907
MS_LB	0.00819	0.0145	0	0.0713	0	0	0	0.0120	0.0277	0.0332
Observations	88									

Variables définies dans le tableau 3.

Tableau 5 : Statistiques descriptives sur un l'échantillon « Ile-de-France » sur la période d'avant crise (janvier 2007-décembre 2007)

	Moyenne	Ecart-type	Minimum	Maximum	p10	p25	p50	p75	p90	p95
HHI	0.144	0.0312	0.115	0.205	0.115	0.124	0.129	0.164	0.205	0.205
Densité	0.502	0.150	0.325	0.821	0.325	0.411	0.475	0.550	0.821	0.821
IR	1.114	0.300	0.787	1.600	0.787	0.895	0.990	1.376	1.600	1.600
CPS	0.668	0.737	0.280	2.452	0.280	0.307	0.386	0.611	2.452	2.452
IDS_RS	15.12	0.791	14.17	16.46	14.17	14.56	15	15.62	16.46	16.46
IR_RS	1.119	0.219	0.910	1.595	0.910	0.994	1.028	1.201	1.595	1.595
MS_RS	0.493	0.107	0.315	0.653	0.315	0.425	0.513	0.548	0.653	0.653
MS_LB	0.000815	0.00146	0	0.00419	0	0	0.0000624	0.00110	0.00419	0.00419
Observations	8									

Variables définies dans le tableau 3.

Tableau 6 : Corrélations calculées sur l'échantillon « France » sur la période d'avant crise (janvier 2007-décembre 2007)

	HHI	Densité	IR	CPS	IDS_RS	IR_RS	MS_RS	MS_LB
HHI	1							
Densité	0.541***	1						
IR	-0.215*	-0.465***	1					
CPS	0.427***	0.389***	0.209	1				
IDS_RS	-0.448***	-0.263*	0.344**	-0.195	1			
IR_RS	-0.0751	-0.385***	0.906***	0.262*	0.284**	1		
MS_RS	0.706***	0.509***	-0.272*	0.100	-0.262*	-0.0841	1	
MS_LB	-0.153	0.0211	-0.0817	0.0186	-0.184	-0.103	-0.0904	1

Variables définies dans le tableau 3.

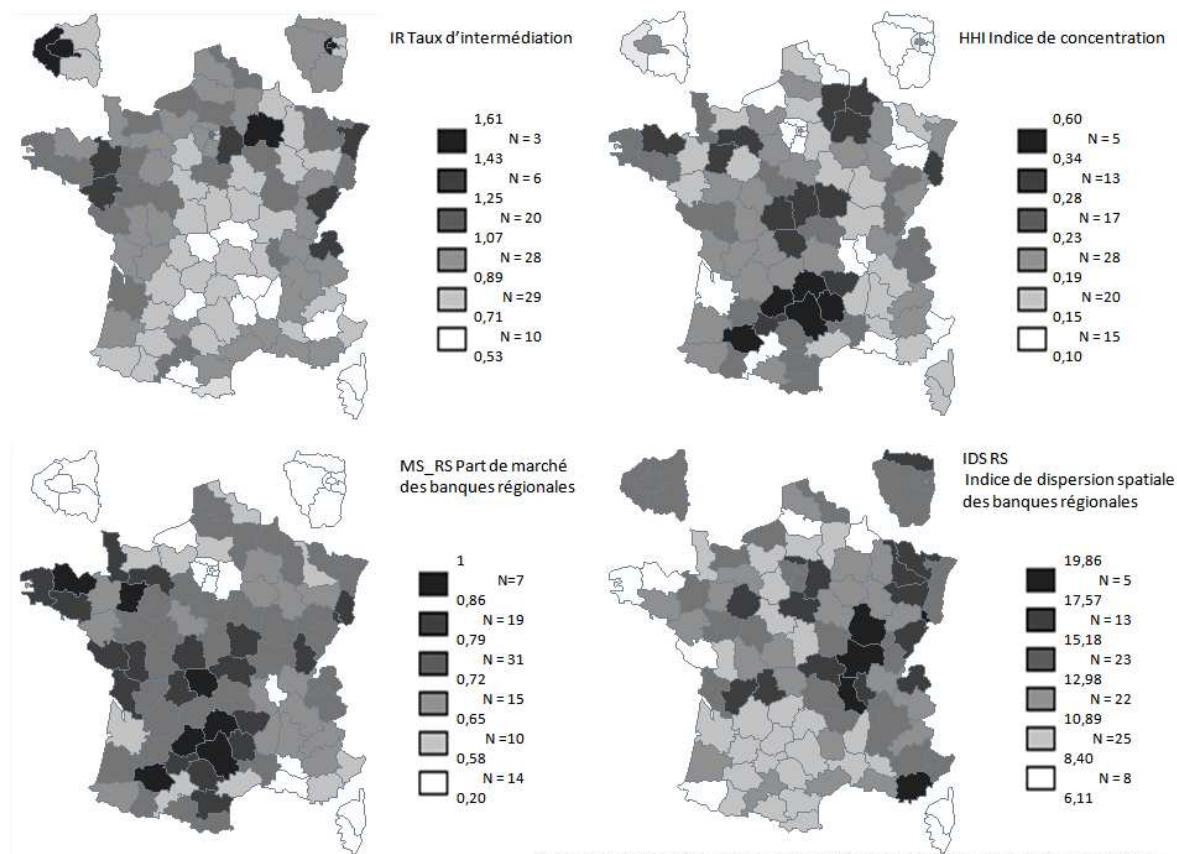
Tableau 7: Corrélations calculées sur l'échantillon « France hors Ile-de-France » sur la période d'avant crise (janvier 2007-décembre 2007)

	HHI	Densité	IR	CPS	IDS_RS	IR_RS	MS_RS	MS_LB
HHI	1							
Densité	0.456***	1						
IR	-0.230*	-0.628***	1					
CPS	0.453***	0.196	0.0745	1				
IDS_RS	-0.400***	-0.175	0.331**	-0.206	1			
IR_RS	-0.102	-0.544***	0.939***	0.128	0.292**	1		
MS_RS	0.771***	0.444***	-0.122	0.219	-0.114	-0.00275	1	
MS_LB	-0.222*	-0.0525	-0.0511	-0.0151	-0.150	-0.0974	-0.300**	1

Variables définies dans le tableau 3.



Graphique 5 : Disparités départementales du taux d'intermédiation, IR, de la concentration des marchés du crédit, HHI, de la part de marché des banques régionales, MS\_RS et de l'indice de dispersion spatiale des banques régionales, IDS\_RS



Source : Centralisations financières territoriales, 2007, Banque de France, Cartes réalisées avec Philcarto  
Calculs des auteurs

HHI : indicateur Herfindhal-Hirschmann des crédits distribués dans le département par des banques appartenant à un groupe national ; IR : taux d'intermédiation dans le département calculé comme le rapport entre le total des crédits distribués et le total des dépôts collectés dans le département par des banques appartenant à un groupe national ; MS\_RS : part de marché des banques régionales calculée comme le rapport entre le total des crédits distribués par les banques régionales dans le département sur le total des crédits distribués dans le département ; IDS\_RS : indice de dispersion spatiale calculé comme le nombre moyen de département dans lequel les banques régionales du département sont implantées.

Tableau 8 : Evolution des encours de crédit et structure bancaire locale : impact de la crise financière – Echantillon « France »

	AVANT CRISE						CRISE					
	Pente Avant			Date			Intensité			Pente Après		
	(a)	(b)	(c)	(a)	(b)	(c)	(a)	(b)	(c)	(a)	(b)	(c)
HHI	<b>-1.027***</b> [-3.58]	<b>-1.283***</b> [-4.07]		3.099 [0.62]	<b>9.783*</b> [1.80]		<b>1.005**</b> [2.01]	0.804 [1.50]		-0.0217 [-0.04]	-0.479 [-0.89]	
IR	0.122 [1.42]			<b>2.779*</b> [1.87]			<b>-0.456***</b> [-3.76]			<b>-0.333***</b> [-2.75]		
CPS	<b>0.115*</b> [1.91]	<b>0.119*</b> [1.88]	-0.00415 [-0.08]	<b>2.035*</b> [1.67]	<b>2.350**</b> [2.07]	<b>3.316***</b> [3.69]	-0.341 [-1.49]	<b>-0.404*</b> [-1.83]	<b>-0.330**</b> [-2.25]	-0.227 [-0.99]	-0.285 [-1.29]	<b>-0.334**</b> [-2.28]
IR_RS		0.119 [1.43]	<b>0.185**</b> [2.34]		1.369 [0.81]	0.804 [0.46]		<b>-0.266**</b> [-2.19]	<b>-0.301**</b> [-2.36]		-0.147 [-1.21]	-0.117 [-0.91]
MS_RS			<b>-0.633***</b> [-4.88]			-0.137 [-0.06]			<b>0.897***</b> [3.00]			0.264 [0.88]
IDS_RS		<b>-0.0107**</b> [-2.12]	-0.00520 [-1.20]		<b>0.401***</b> [3.33]	<b>0.322***</b> [2.93]		<b>-0.0268**</b> [-2.29]	<b>-0.0265**</b> [-2.39]		<b>-0.0375***</b> [-3.21]	<b>-0.0317***</b> [-2.85]
MS_LB		-0.0873 [-0.07]	0.340 [0.27]		27.69 [1.09]	16.94 [0.72]		0.106 [0.07]	0.594 [0.39]		0.0185 [0.01]	0.934 [0.62]
CondInitial				<b>-6.711***</b> [-3.96]	<b>-5.195***</b> [-3.39]	<b>-7.232***</b> [-4.11]	<b>-0.729***</b> [-4.40]	<b>-0.897***</b> [-5.49]	<b>-0.693***</b> [-4.63]	0.271 [1.64]	0.103 [0.63]	<b>0.307**</b> [2.05]
Constant	<b>0.867***</b> [8.77]	<b>1.047***</b> [8.19]	<b>1.218***</b> [8.12]	<b>28.14***</b> [14.96]	<b>22.48***</b> [8.62]	<b>25.57***</b> [8.31]	-0.118 [-0.60]	0.147 [0.56]	-0.403 [-1.32]	<b>0.749***</b> [3.80]	<b>1.194***</b> [4.57]	<b>0.815***</b> [2.67]
N	94	94	94	94	94	94	94	94	94	94	94	94
r2	0.222	0.234	0.258	0.154	0.203	0.220	0.382	0.455	0.475	0.181	0.277	0.304

Date: date de la rupture de l'évolution des encours de crédit départementaux identifiée par le numéro calendaire du mois (octobre 2005=1, septembre 2008 =36,...) ; Pente Avant : tendance des encours de crédit départementaux avant crise ( $\beta$ ) ; Intensité : intensité de la rupture de l'évolution des encours de crédit départementaux après-crise ( $\beta'$ ) ; Pente Après : tendance des encours de crédit départementaux avant crise ( $\beta + \beta'$ ). HHI : indicateur Herfindhal-Hirschmann des crédits distribués dans le département par les banques présentes dans le département ; IR : taux d'intermédiation dans le département calculé comme le rapport entre le total des crédits distribués et le total des dépôts collectés par les banques présentes dans le département ; CPS : structure moyenne du portefeuille de crédits des banques dans le département calculé comme le rapport entre le total des crédits distribués aux sociétés non financières et aux entrepreneurs individuels et les crédits distribués aux particuliers par les banques présentes dans le département ; IR\_RS : taux d'intermédiation des banques régionales calculé comme le rapport entre le total des crédits distribués et le total des dépôts collectés dans le département par les banques régionales présentes dans le département ; MS\_RS : part de marché des banques régionales calculée comme le rapport entre le total des crédits distribués par les banques régionales présentes dans le département sur le total des crédits distribués dans le département sur l'ensemble des banques ; IDS\_RS : indice de dispersion spatiale calculé comme le nombre moyen de départements dans lesquels les banques régionales présentes dans le département sont implantées ; MS\_LB : part de marché des banques locales calculée comme le rapport entre le total des crédits distribués par les banques locales présentes dans le département sur le total des crédits distribués dans le département par l'ensemble des banques. CondInitial: résidus de l'équation (2). t de Student entre crochets ; \* p < 0.1, \*\* p < 0.05, \*\*\* p < 0.01

Tableau 9 : Evolution des encours de crédit et structure bancaire locale : impact de la crise financière – Echantillon « France hors Ile-de-France »

	AVANT CRISE			CRISE								
	Pente Avant			Date			Intensité			Pente Après		
	(a)	(b)	(c)	(a)	(b)	(c)	(a)	(b)	(c)	(a)	(b)	(c)
HHI	<b>-0.886***</b> [-2.94]	<b>-1.038***</b> [-3.22]		4.454 [0.84]	<b>10.62*</b> [1.84]		0.117 [0.40]	-0.237 [-0.67]		<b>-0.768***</b> [-2.65]	<b>-1.275***</b> [-3.60]	
IR	0.0743 [0.89]			<b>2.653*</b> [1.66]			<b>-0.331***</b> [-3.54]			<b>-0.257***</b> [-2.75]		
CPS	0.0342 [0.46]	0.0141 [0.20]	-0.108 [-1.51]	1.675 [1.06]	1.993 [1.39]	<b>3.440**</b> [2.43]	0.0675 [0.86]	0.0540 [0.72]	0.0237 [0.31]	0.102 [1.29]	0.0681 [0.91]	-0.0838 [-1.09]
IR_RS		0.133 [1.65]	<b>0.201**</b> [2.55]		0.952 [0.56]	0.383 [0.22]		<b>-0.262***</b> [-2.78]	<b>-0.248**</b> [-2.63]		-0.129 [-1.37]	-0.0473 [-0.50]
MS_RS			<b>-0.742***</b> [-3.73]			1.114 [0.23]			-0.0889 [-0.39]			-0.831*** [-3.67]
IDS_RS		<b>-0.0116**</b> [-2.28]	-0.00517 [-1.14]		<b>0.381***</b> [3.20]	<b>0.311***</b> [2.83]		<b>-0.0229**</b> [-2.19]	<b>-0.0214**</b> [-2.29]		<b>-0.0346***</b> [-3.31]	<b>-0.0266***</b> [-2.84]
MS_LB		0.369 [0.29]	-0.0531 [-0.04]		29.52 [1.11]	19.71 [0.73]		-1.704 [-1.34]	-1.624 [-1.33]		-1.335 [-1.05]	-1.677 [-1.37]
CondInitial				<b>-6.732***</b> [-3.74]	<b>-5.589***</b> [-3.47]	<b>-6.955***</b> [-3.62]	<b>-0.534***</b> [-3.40]	<b>-0.652***</b> [-4.62]	<b>-0.640***</b> [-4.22]	<b>0.466***</b> [2.97]	<b>0.348**</b> [2.46]	<b>0.360**</b> [2.37]
Constant	<b>0.945***</b> [9.45]	<b>1.067***</b> [8.18]	<b>1.385***</b> [7.75]	<b>28.20***</b> [13.79]	<b>23.20***</b> [8.47]	<b>24.99***</b> [5.49]	<b>-0.360***</b> [-3.12]	-0.0189 [-0.09]	-0.00922 [-0.04]	<b>0.585***</b> [5.06]	<b>1.048***</b> [5.20]	<b>1.375***</b> [5.50]
N	86	86	86	86	86	86	86	86	86	86	86	86
r2	0.161	0.204	0.209	0.122	0.172	0.174	0.199	0.304	0.295	0.150	0.262	0.253

Date: date de la rupture de l'évolution des encours de crédit départementaux identifiée par le numéro calendaire du mois (octobre 2005=1, septembre 2008 =36,...) ; Pente Avant : tendance des encours de crédit départementaux avant crise ( $\beta$ ); Intensité : intensité de la rupture de l'évolution des encours de crédit départementaux après-crise ( $\beta'$ ) ; Pente Après : tendance des encours de crédit départementaux avant crise ( $\beta + \beta'$ ). HHI : indicateur Herfindhal-Hirschmann des crédits distribués dans le département par les banques présentes dans le département ; IR : taux d'intermédiation dans le département calculé comme le rapport entre le total des crédits distribués et le total des dépôts collectés par les banques présentes dans le département ; CPS : structure moyenne du portefeuille de crédits des banques dans le département calculé comme le rapport entre le total des crédits distribués aux sociétés non financières et aux entrepreneurs individuels et les crédits distribués aux particuliers par les banques présentes dans le département ; IR\_RS : taux d'intermédiation des banques régionales calculé comme le rapport entre le total des crédits distribués et le total des dépôts collectés dans le département par les banques régionales présentes dans le département; MS\_RS : part de marché des banques régionales calculée comme le rapport entre le total des crédits distribués par les banques régionales présentes dans le département sur le total des crédits distribués dans le département par l'ensemble des banques; IDS\_RS : indice de dispersion spatiale calculé comme le nombre moyen de départements dans lesquels les banques régionales présentes dans le département sont implantées ; MS\_LB : part de marché des banques locales calculée comme le rapport entre le total des crédits distribués par les banques locales présentes dans le département sur le total des crédits distribués dans le département par l'ensemble des banques. CondInitial: résidus de l'équation (2). t de Student entre crochets ; \*  $p < 0.1$ , \*\*  $p < 0.05$ , \*\*\*  $p < 0.01$

Tableau 10a : Evolution des encours de crédit aux entreprises et structure bancaire locale : impact de la crise financière – Echantillon « France »

	AVANT CRISE						CRISE					
	Pente Avant			Date			Intensité			Pente Après		
	(a)	(b)	(c)	(a)	(b)	(c)	(a)	(b)	(c)	(a)	(b)	(c)
HHI	<b>-1.915***</b> [-4.45]	<b>-2.299***</b> [-4.24]		8.886 [1.22]	12.34 [1.60]		0.538 [0.73]	0.460 [0.59]		<b>-1.377*</b> [-1.87]	<b>-1.839**</b> [-2.36]	
IR	<b>0.302*</b> [1.81]			-0.426 [-0.22]			<b>-0.560***</b> [-3.04]			-0.258 [-1.40]		
CPS	<b>0.244*</b> [1.81]	<b>0.315**</b> [2.27]	0.0940 [0.85]	1.877 [1.26]	1.847 [1.27]	<b>3.056**</b> [2.33]	-0.105 [-0.62]	-0.223 [-1.44]	-0.181 [-1.09]	0.139 [0.82]	0.0915 [0.59]	-0.0871 [-0.53]
IR		0.0883 [0.56]	0.207 [1.29]		-0.414 [-0.19]	-1.104 [-0.51]		-0.209 [-1.11]	-0.228 [-1.12]		-0.121 [-0.64]	-0.0212 [-0.10]
MS_RS			<b>-1.087***</b> [-3.09]			1.586 [0.51]			0.577* [1.74]			-0.510 [-1.54]
IDS_RS		-0.00135 [-0.14]	0.00889 [1.03]		0.161 [1.10]	0.0737 [0.52]		<b>-0.0344***</b> [-2.75]	<b>-0.0337***</b> [-2.91]		<b>-0.0357***</b> [-2.86]	<b>-0.0248**</b> [-2.14]
MS_LB		-1.740 [-0.77]	-0.905 [-0.39]		4.192 [0.13]	-6.712 [-0.22]		2.597 [1.01]	2.973 [1.21]		0.857 [0.33]	2.068 [0.84]
Residuals				-1.337 [-1.10]	-1.363 [-1.06]	-2.149 [-1.50]	<b>-0.942***</b> [-7.63]	<b>-0.966***</b> [-8.32]	<b>-0.904***</b> [-7.05]	0.0578 [0.47]	0.0337 [0.29]	0.0964 [0.75]
Constant	<b>0.743***</b> [3.72]	<b>0.998***</b> [3.90]	<b>1.263***</b> [3.32]	<b>30.47***</b> [11.97]	<b>27.74***</b> [8.28]	<b>30.08***</b> [7.96]	-0.224 [-0.86]	-0.0247 [-0.07]	-0.396 [-0.99]	<b>0.518**</b> [2.00]	<b>0.973***</b> [2.87]	<b>0.867**</b> [2.16]
N	94	94	94	94	94	94	94	94	94	94	94	94
r2	0.249	0.221	0.228	0.0671	0.0774	0.0653	0.481	0.533	0.501	0.0744	0.167	0.110

Date: date de la rupture de l'évolution des encours de crédit aux entreprises départementales identifiée par le numéro calendaire du mois (octobre 2005=1, septembre 2008 =36,...) ; Pente Avant : tendance des encours de crédit aux entreprises départementales avant crise ( $\beta$ ) ; Intensité : intensité de la rupture de l'évolution des encours de crédit aux entreprises départementales après-crise ( $\beta'$ ) ; Pente Après : tendance des encours de crédit aux entreprises départementales avant crise ( $\beta + \beta'$ ). HHI : indicateur Herfindhal-Hirschmann des crédits distribués dans le département par les banques présentes dans le département ; IR : taux d'intermédiation dans le département calculé comme le rapport entre le total des crédits distribués et le total des dépôts collectés par les banques présentes dans le département ; CPS : structure moyenne du portefeuille de crédits des banques dans le département calculé comme le rapport entre le total des crédits distribués aux sociétés non financières et aux entrepreneurs individuels et les crédits distribués aux particuliers par les banques présentes dans le département ; IR\_RS : taux d'intermédiation des banques régionales calculé comme le rapport entre le total des crédits distribués et le total des dépôts collectés dans le département par les banques régionales présentes dans le département ; MS\_RS : part de marché des banques régionales calculée comme le rapport entre le total des crédits distribués par les banques régionales présentes dans le département sur le total des crédits distribués dans le département par l'ensemble des banques ; IDS\_RS : indice de dispersion spatiale calculé comme le nombre moyen de départements dans lesquels les banques régionales présentes dans le département sont implantées ; MS\_LB : part de marché des banques locales calculée comme le rapport entre le total des crédits distribués par les banques locales présentes dans le département sur le total des crédits distribués dans le département par l'ensemble des banques. CondInitial: résidus de l'équation (2). t de Student entre crochets ; \* p < 0.1, \*\* p < 0.05, \*\*\* p < 0.01.

Tableau 10b : Evolution des encours de crédit aux entreprises et structure bancaire locale : impact de la crise financière –

## Echantillon « France »

	AVANT CRISE						CRISE					
	Pente Avant			Date			Intensité			Pente Après		
	(a)	(b)	(c)	(a)	(b)	(c)	(a)	(b)	(c)	(a)	(b)	(c)
HHI_E	<b>-1.657***</b>	<b>-2.099***</b>		<b>9.130*</b>	<b>11.81***</b>		0.403	0.645		<b>-1.254**</b>	<b>-1.454***</b>	
	[ <b>-5.38</b> ]	[ <b>-5.45</b> ]		[ <b>1.98</b> ]	[ <b>2.72</b> ]		[0.83]	[1.35]		[ <b>-2.60</b> ]	[ <b>-3.04</b> ]	
IR	0.0588			1.087			-0.508**			<b>-0.449**</b>		
	[0.38]			[0.54]			[-2.61]			[ <b>-2.31</b> ]		
CPS	<b>0.273***</b>	<b>0.352***</b>	0.117	1.513	1.578	<b>2.807**</b>	-0.103	-0.259	-0.181	0.170	0.0932	-0.0642
	[ <b>2.72</b> ]	[ <b>3.77</b> ]	[0.67]	[1.11]	[1.21]	[ <b>2.20</b> ]	[-0.58]	[-1.55]	[-1.20]	[0.96]	[0.56]	[-0.42]
IR		-0.186	0.198		1.162	-0.924		-0.111	-0.233		-0.296	-0.0349
		[-1.13]	[1.27]		[0.52]	[-0.44]		[-0.60]	[-1.14]		[-1.60]	[-0.17]
MS_RS_E			-0.0629			0.553			0.00785			-0.0551
			[-1.33]			[1.11]			[0.22]			[-1.52]
IDS_RS		-0.00736	0.0128		0.199	0.0994		<b>-0.0306***</b>	<b>-0.0375***</b>		<b>-0.0379***</b>	<b>-0.0248**</b>
		[-0.85]	[1.10]		[1.50]	[0.72]		[ <b>-2.71</b> ]	[ <b>-3.24</b> ]		[ <b>-3.37</b> ]	[ <b>-2.14</b> ]
MS_LB_E		-4.281*	0.00642		19.14	-2.680		3.642	2.192		-0.639	2.198
		[-1.86]	[0.00]		[0.56]	[-0.09]		[1.33]	[0.94]		[-0.23]	[0.94]
CondInitial				-0.652	-0.307	<b>-1.790*</b>	<b>-1.037***</b>	<b>-1.093***</b>	<b>-0.864***</b>	-0.0367	-0.0932	0.136
				[-0.51]	[-0.22]	[ <b>-1.71</b> ]	[ <b>-8.14</b> ]	[ <b>-8.64</b> ]	[ <b>-8.08</b> ]	[-0.29]	[-0.74]	[1.27]
Constant	<b>0.935***</b>	<b>1.351***</b>	<b>0.541*</b>	<b>29.05***</b>	<b>25.57***</b>	<b>29.37***</b>	-0.255	-0.208	0.0850	<b>0.679**</b>	<b>1.144***</b>	<b>0.626**</b>
	[ <b>4.73</b> ]	[ <b>4.99</b> ]	[ <b>1.68</b> ]	[ <b>11.38</b> ]	[ <b>8.37</b> ]	[ <b>10.87</b> ]	[-0.95]	[-0.66]	[0.27]	[ <b>2.52</b> ]	[ <b>3.62</b> ]	[ <b>2.02</b> ]
N	94	94	94	94	94	94	94	94	94	94	94	94
r2	0.333	0.368	0.0974	0.0825	0.0995	0.0739	0.511	0.561	0.500	0.127	0.216	0.108

Date: date de la rupture de l'évolution des encours de crédit aux entreprises départementales identifiée par le numéro calendaire du mois (octobre 2005=1, septembre 2008 =36,...) ; Pente Avant : tendance des encours de crédit aux entreprises départementales avant crise ( $\beta$ ) ; Intensité : intensité de la rupture de l'évolution des encours de crédit aux entreprises départementales après-crise ( $\beta'$ ) ; Pente Après : tendance des encours de crédit aux entreprises départementales avant crise ( $\beta + \beta'$ ). HHI\_E : indicateur Herfindhal-Hirschmann des crédits aux entreprises distribués dans le département par les banques présentes dans le département ; IR : taux d'intermédiation dans le département calculé comme le rapport entre le total des crédits distribués et le total des dépôts collectés par les banques présentes dans le département ; CPS : structure moyenne du portefeuille de crédits des banques dans le département calculé comme le rapport entre le total des crédits distribués aux sociétés non financières et aux entrepreneurs individuels et les crédits distribués aux particuliers par les banques présentes dans le département ; IR\_RS : taux d'intermédiation des banques régionales calculé comme le rapport entre le total des crédits distribués et le total des dépôts collectés dans le département par les banques régionales présentes dans le département ; MS\_RS\_E : part de marché des banques régionales calculée comme le rapport entre le total des crédits aux entreprises distribués par les banques régionales présentes dans le département sur le total des crédits distribués dans le département par l'ensemble des banques ; IDS\_RS : indice de dispersion spatiale calculé comme le nombre moyen de départements dans lesquels les banques régionales présentes dans le département sont implantées ; MS\_LB\_E : part de marché des banques locales calculée comme le rapport entre le total des crédits aux entreprises distribués par les banques locales présentes dans le département sur le total des crédits distribués dans le département par l'ensemble des banques. CondInitial: résidus de l'équation (2). t de Student entre crochets ; \* p < 0.1, \*\* p < 0.05, \*\*\* p < 0.01.

Tableau 11a : Evolution des encours de crédit aux entreprises et structure bancaire locale : impact de la crise financière – Echantillon « France Hors Ile-de-France »

	AVANT CRISE						CRISE					
	Pente Avant			Date			Intensité			Pente Après		
	(a)	(b)	(c)	(a)	(b)	(c)	(a)	(b)	(c)	(a)	(b)	(c)
HHI	<b>-1.685***</b> [-4.09]	<b>-1.830***</b> [-3.72]		7.500 [0.94]	10.55 [1.23]		0.0867 [0.12]	-0.214 [-0.26]		<b>-1.599**</b> [-2.16]	<b>-2.044**</b> [-2.52]	
IR	0.114 [0.88]			-1.239 [-0.62]			-0.280 [-1.54]			-0.166 [-0.91]		
CPS	0.0470 [0.36]	0.0597 [0.45]	-0.161 [-1.28]	1.513 [0.67]	1.573 [0.67]	3.102 [1.49]	0.258 [1.30]	0.200 [1.02]	0.175 [0.78]	0.305 [1.53]	0.260 [1.32]	0.0135 [0.06]
IR		0.0821 [0.56]	0.198 [1.30]		-1.302 [-0.59]	-1.809 [-0.83]		-0.125 [-0.71]	-0.111 [-0.59]		-0.0429 [-0.24]	0.0867 [0.46]
MS_RS			<b>-1.099***</b> [-3.17]			-1.866 [-0.37]			-0.149 [-0.31]			<b>-1.248**</b> [-2.63]
IDS_RS		-0.00280 [-0.30]	0.00875 [0.98]		0.157 [1.06]	0.0859 [0.59]		<b>-0.0322**</b> [-2.55]	<b>-0.0309***</b> [-2.81]		<b>-0.0350***</b> [-2.78]	<b>-0.0221**</b> [-2.02]
MS_LB		-0.771 [-0.34]	-1.058 [-0.46]		1.244 [0.04]	-14.97 [-0.48]		1.199 [0.51]	1.121 [0.47]		0.427 [0.18]	0.0630 [0.03]
Residuals				-2.281 [-1.64]	-2.301 [-1.57]	<b>-3.267**</b> [-2.28]	<b>-0.797***</b> [-5.48]	<b>-0.808***</b> [-5.83]	<b>-0.773***</b> [-5.78]	0.203 [1.39]	0.192 [1.38]	<b>0.227*</b> [1.69]
Constant	<b>1.028***</b> [6.52]	<b>1.114***</b> [4.81]	<b>1.511***</b> [4.51]	<b>31.90***</b> [12.35]	<b>29.42***</b> [8.72]	<b>33.50***</b> [7.07]	<b>-0.682***</b> [-2.65]	-0.320 [-0.93]	-0.258 [-0.55]	0.346 [1.35]	<b>0.794**</b> [2.30]	<b>1.253***</b> [2.68]
N	86	86	86	86	86	86	86	86	86	86	86	86
r2	0.192	0.190	0.156	0.0576	0.0658	0.0692	0.335	0.405	0.391	0.110	0.203	0.185

Date: date de la rupture de l'évolution des encours de crédit aux entreprises départementaux identifiée par le numéro calendaire du mois (octobre 2005=1, septembre 2008 =36,...) ; Pente Avant : tendance des encours de crédit aux entreprises départementaux avant crise ( $\beta$ ) ; Intensité : intensité de la rupture de l'évolution des encours de crédit aux entreprises départementaux après-crise ( $\beta'$ ) ; Pente Après : tendance des encours de crédit aux entreprises départementaux avant crise ( $\beta + \beta'$ ). HHI : indicateur Herfindhal-Hirschmann des crédits distribués dans le département par les banques présentes dans le département ; IR : taux d'intermédiation dans le département calculé comme le rapport entre le total des crédits distribués et le total des dépôts collectés par les banques présentes dans le département ; CPS : structure moyenne du portefeuille de crédits des banques dans le département calculé comme le rapport entre le total des crédits distribués aux sociétés non financières et aux entrepreneurs individuels et les crédits distribués aux particuliers par les banques présentes dans le département ; IR\_RS : taux d'intermédiation des banques régionales calculé comme le rapport entre le total des crédits distribués et le total des dépôts collectés dans le département par les banques régionales présentes dans le département ; MS\_RS : part de marché des banques régionales calculée comme le rapport entre le total des crédits distribués par les banques régionales présentes dans le département sur le total des crédits distribués dans le département par l'ensemble des banques ; IDS\_RS : indice de dispersion spatiale calculé comme le nombre moyen de départements dans lesquels les banques régionales présentes dans le département sont implantées ; MS\_LB : part de marché des banques locales calculée comme le rapport entre le total des crédits distribués par les banques locales présentes dans le département sur le total des crédits distribués dans le département par l'ensemble des banques. CondInitial: résidus de l'équation (2). t de Student entre crochets ; \* p < 0.1, \*\* p < 0.05, \*\*\* p < 0.01.

Tableau 11b : Evolution des encours de crédit aux entreprises et structure bancaire locale : impact de la crise financière – Echantillon « France Hors Ile-de-France»

	AVANT CRISE						CRISE					
	Pente Avant			Date			Intensité			Pente Après		
	(a)	(b)	(c)	(a)	(b)	(c)	(a)	(b)	(c)	(a)	(b)	(c)
HHI_E	<b>-1.531***</b>	<b>-1.780***</b>		<b>9.609*</b>	<b>12.93**</b>		-0.0538	-0.121		<b>-1.585***</b>	<b>-1.901***</b>	
	<b>[-5.08]</b>	<b>[-5.38]</b>		<b>[1.80]</b>	<b>[2.39]</b>		[-0.11]	[-0.24]		<b>[-3.32]</b>	<b>[-3.71]</b>	
IR	-0.0936			0.340			-0.300			<b>-0.394**</b>		
	[-0.71]			[0.16]			[-1.65]			<b>[-2.16]</b>		
CPS	0.139	0.182	-0.115	0.440	0.306	2.603	0.285*	0.196	0.129	<b>0.424**</b>	<b>0.377**</b>	0.0133
	[1.17]	[1.55]	[-0.94]	[0.21]	[0.15]	[1.33]	[1.69]	[1.24]	[0.53]	<b>[2.51]</b>	<b>[2.40]</b>	[0.06]
IR		-0.147	0.142		0.502	-1.656		-0.136	-0.0962		<b>-0.283*</b>	0.0457
		[-1.03]	[1.00]		[0.22]	[-0.79]		[-0.83]	[-0.48]		<b>[-1.73]</b>	[0.23]
MS_RS_E			<b>-0.110***</b>			0.606			0.0572			-0.0531
			<b>[-4.06]</b>			[1.15]			[1.53]			[-1.43]
IDS_RS		-0.00590	0.00195		0.198	0.128		<b>-0.0318***</b>	<b>-0.0270**</b>		<b>-0.0377***</b>	<b>-0.0250**</b>
		[-0.69]	[0.23]		[1.46]	[0.89]		<b>[-2.79]</b>	<b>[-2.19]</b>		<b>[-3.31]</b>	<b>[-2.03]</b>
MS_LB_E		-3.210	0.135		22.10	-4.306		1.137	2.067		-2.073	2.202
		[-1.42]	[0.07]		[0.63]	[-0.15]		[0.44]	[0.95]		[-0.81]	[1.02]
CondInitial				-1.491	-1.230	-2.331	<b>-0.911***</b>	<b>-0.941***</b>	<b>-0.709***</b>	0.0893	0.0595	0.291**
				[-1.08]	[-0.82]	[-1.64]	<b>[-6.08]</b>	<b>[-6.66]</b>	<b>[-5.03]</b>	[0.60]	[0.42]	[2.06]
Constant	<b>1.157***</b>	<b>1.346***</b>	<b>1.046***</b>	<b>30.57***</b>	<b>27.05***</b>	<b>29.92***</b>	<b>-0.652**</b>	-0.327	<b>-0.575*</b>	<b>0.504*</b>	<b>1.019***</b>	0.471
	<b>[6.83]</b>	<b>[5.61]</b>	<b>[5.04]</b>	<b>[12.08]</b>	<b>[8.49]</b>	<b>[9.65]</b>	<b>[-2.55]</b>	[-1.03]	<b>[-1.68]</b>	<b>[1.97]</b>	<b>[3.22]</b>	[1.37]
N	86	86	86	86	86	86	86	86	86	86	86	86
r2	0.278	0.302	0.193	0.0721	0.0890	0.0649	0.383	0.453	0.354	0.174	0.268	0.136

Date: date de la rupture de l'évolution des encours de crédit aux entreprises départementaux identifiée par le numéro calendaire du mois (octobre 2005=1, septembre 2008 =36,...) ; Pente Avant : tendance des encours de crédit aux entreprises départementaux avant crise ( $\beta$ ); Intensité : intensité de la rupture de l'évolution des encours de crédit aux entreprises départementaux après-crise ( $\beta'$ ); Pente Après : tendance des encours de crédit aux entreprises départementaux avant crise ( $\beta + \beta'$ ). HHI\_E : indicateur Herfindhal-Hirschmann des crédits aux entreprises distribués dans le département par les banques présentes dans le département ; IR : taux d'intermédiation dans le département calculé comme le rapport entre le total des crédits distribués et le total des dépôts collectés par les banques présentes dans le département ; CPS : structure moyenne du portefeuille de crédits des banques dans le département calculé comme le rapport entre le total des crédits distribués aux sociétés non financières et aux entrepreneurs individuels et les crédits distribués aux particuliers par les banques présentes dans le département ; IR\_RS : taux d'intermédiation des banques régionales calculé comme le rapport entre le total des crédits distribués et le total des dépôts collectés dans le département par les banques régionales présentes dans le département; MS\_RS\_E : part de marché des banques régionales calculée comme le rapport entre le total des crédits aux entreprises distribués par les banques régionales présentes dans le département sur le total des crédits distribués dans le département par l'ensemble des banques; IDS\_RS : indice de dispersion spatiale calculé comme le nombre moyen de départements dans lesquels les banques régionales présentes dans le département sont implantées ; MS\_LB\_E : part de marché des banques locales calculée comme le rapport entre le total des crédits aux entreprises distribués par les banques locales présentes dans le département sur le total des crédits distribués dans le département par l'ensemble des banques. CondInitial: résidus de l'équation (2). t de Student entre crochets ; \* p < 0.1, \*\* p < 0.05, \*\*\* p < 0.01.

Tableau 12 : Interprétation de l'impact des variables de présence des banques régionales sur le taux de croissance annuel des encours de crédit à l'ensemble des agents économiques et sur le taux de croissance annuel des encours de crédit aux entreprises (spécification (c) des tableaux 8 et 10)

Augmentation de		Pente Avant		Intensité		Pente Après	
		Ensemble des agents	Entreprises	Ensemble des agents	Entreprises	Ensemble des agents	Entreprises
MS_RS	1 %	- 0,076%	- 0,130%	0,107%	0,069%	Ns	ns
	p90 - p10	- 2,02%	- 3,45%	2,94%	1,88%	Ns	ns
IDS_RS	1	ns	ns	- 0,317%	- 0,403%	- 0,377%	- 0,297%
	p90 - p10	ns	ns	- 2,36 %	- 3,00%	- 2,82%	- 2,21%

Pente Avant : tendance des encours de crédit départementaux avant crise ( $\beta$ ) ; Intensité : intensité de la rupture de l'évolution des encours de crédit départementaux après-crise ( $\beta'$ ) ; Pente Après : tendance des encours de crédit départementaux avant crise, ( $\beta + \beta'$ ). MS\_RS : part de marché des banques régionales calculée comme le rapport entre le total des crédits distribués par les banques régionales présentes dans le département sur le total des crédits distribués par l'ensemble des banques présentes dans le département ; IDS\_RS : indice de dispersion spatiale calculé comme le nombre moyen de département dans lequel les banques régionales présentes dans le département sont implantées ; p10 : percentile 10%, p90 percentile 90% , (p90 – p10) de MS\_RS = 26,9 %, (p90 – p10) de IDS\_RS = 7, 52 départements ; ns : non significatif.



## Bibliographie

- Alessandrini, P., Presbitero A.F., Zazzaro A. (2009) Global banking and local markets : a national perspective, *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society*, 2, 2, 173-192
- Avery, F., R. B., Samolyk K. A. (2004) Bank Consolidation and Small Business Lending: the Role of Community Banks, *Journal of Financial Services Research*, 25/ 2/3, 291-325.
- Bai, J., Perron, P. (1998) Estimating and Testing Linear Models with Multiple Structural Changes, *Econometrica*, 66(1), 47-78.
- Bai J., Perron P. (2003) Computation and analysis of multiple structural change models, *Journal of Applied Econometrics*, 18(1), 1-22.
- Becker B. (2007) Geographical Segmentation of US Capital Market, *Journal of Financial Economics*, 85, 151-178
- Berger, A. N., Hasan, I., Klapper, L. F. (2004) Further Evidence on the Link between Finance and Growth: An International Perspective of Community Banking Performance, *Journal of Financial Services Research*, 25, 2/3, 169-202.
- Berger, A. N., Molyneux, P., Wilson, J.O.S. (2010) Banking: An Overview, *in The Oxford Handbook of Banking*, Oxford University Press.
- Berger, A. N., Udell, G. F. (1995) Relationship Lending and Lines of Credit in Small Firm Finance, *Journal of Business*, 68, 351-381.
- Berger, A. N., Udell, G. F. (2006) A more complete conceptual framework for SME finance, *Journal of Banking and Finance*, 30, 11, 2945-2966.
- Berger, A. N., Rosen, R. J., Udell, G. F. (2007) Does Market Size Structure Affect Competition? The Case of Small Business Lending, *Journal of Banking and Finance*, 31, 11-33.
- Berrospides J., L. Black, W. Keeton (2013) The Cross-Market Spillover of Economic Shocks Through Multi-Markets Banks, *Finance and Economics Discussion Series 2013-52*, Board of Governors of the Federal Reserve System (U.S.).
- Boot, A.W.A., Thakor, A.V. (2000) Can relationship banking survive competition? *Journal of Finance*, 55, 2, 679–713.
- Bolton, P., Freixas X., Gambacorta L., Mistrulli, P.E. (2013) Relationship and Transaction Lending in a Crisis, *BIS working Paper*, n° 417
- Collender, R. N., Shaffer, S. (2003) Local bank office ownership, deposit control, market structure and economic growth, *Journal of Banking and Finance*, 27, 27-57.

- Cremers, M., Huang, R., Sautner, Z. (2011) Internal Capital Markets and Corporate Politics in a Banking Group, *Review of Financial Studies*, 24, 2, 358-40
- Degryse, H., Ongena, S. (2007) The impact of competition on bank orientation. *Journal of Financial Intermediation*, 16, 3, 399–424.
- De Haas, R., Van Horen, N. (2012) Running for the exit: International banks and crisis transmission, *Review of financial Studies*, 26,1, 244-285
- Dell'Ariccia, G., Marquez, R. (2004) Information and bank credit allocation, *Journal of Financial Economics*, 72, 1, 185-214.
- Detragiache E., Tressel T., Gupta P. (2008) Foreign Banks in Poor Countries: Theory and Evidence, *Journal of Finance*, 5, 2123-2160.
- DeYoung, R., Hunter, W.C., Udell, G. F. (2004) The Past, Present, and Probable Future for Community Banks, *Journal of Financial Services Research*, 25, 85-133.
- DeYoung, R., W. S. Frame, D. Glennon, and P. Nigro (2011) The Information Revolution and Small Business Lending: The Missing Evidence, *Journal of Financial Services Research* 39: 19-33.
- Dietsch M. (2003) Financing small businesses in France, *EIB Papers*, *Revue de la Banque Européenne d'Investissement*, 8, 2, 92-119.
- Djedidi S. (2012) Distances and Small Business Credit Constraints: The French Case, *International Journal of Economics Sciences and Applied Research*, 5, 8, 81-114
- Goddard, J., Molyneux, P., Wilson, J. O. S., Tavakoli, M. (2007) European Banking: an Overview, *Journal of Banking and Finance*, 31, 1911-1935
- Gormley, T.A. (2010) The Impact of Foreign Bank Entry in Emerging Markets: Evidence from India, *Journal of Financial Intermediation*, 19(1), 26-51
- Gozzi, J. C., Goetz, M. (2010) Liquidity shocks, local banks, and economic activity: Evidence from the 2007-2009 crisis, *Working Paper*, Brown University.
- Hasan, I., Koetter, M., Wedow, M. (2009) Regional growth and finance in Europe: Is there a quality effect of bank efficiency? *Journal of Banking and Finance*, 33,8, 1446-1453
- Hauswald, R., Marquez, R. (2006) Competition and strategic information acquisition in credit markets, *Review of Financial Studies*, 19, 3, 967–1000.
- Jeanneau, S., Micu, M. (2002) Determinants of international bank lending to emerging market countries, *BIS Working Paper No. 112*

- Keeton, W. R. (2009) Has Multi-market Banking Changes the Response of Small Business Lending to Local Economic Shocks? *Economic Review*, Federal Reserve Bank of Kansas City, First Quarter
- Liu, H., Molyneux, Ph., Wilson J.O.S (2013) Competition and stability in European banking: a Regional Analysis, *The Manchester School*, 2013, 81, 176-201
- Morgan Donald P., Bertrand Rime and Philip E. Strahan (2004) Bank Integration and State Business Cycles, *Quarterly Journal of Economics*, 119 (4), 1555-1584
- Peek, J., Rosengren, E. S. (1998) Bank consolidation and small business lending: It's not just bank size that matters, *Journal of Banking and Finance*, 22, 6-8, 799-819.
- Peek, J., Rosengren, E.S. (2000) Implications of the globalization of the banking sector: The Latin American experience. *New England Economic Review*, September-October, 45-63.
- Petersen, M.A., Rajan, R.G. (1995) The effect of credit market competition on lending relationships, *The Quarterly Journal of Economics*, 110, 2, 407–443.
- Presbitero A., Zazzaro A. (2011) Competition and Relationship Lending: Friends or foes? *Journal of Financial Intermediation*, 20, 3, 387-413.
- Presbitero A., Udell G. F., Zazzaro A. (2013) The Home Bias and the Credit Crunch: A Regional Perspective, *Journal of Money, Credit and Banking*, forthcoming.
- Rajan, R.G. (1992) Insiders and outsiders: the choice between informed and arm's-length debt, *Journal of Finance* 47, 4, 1367–1400.
- Strahan, Philip E. (2003) The Real Effects of U.S. Banking Deregulation, *Federal Reserve Bank of St. Louis Review*, 85 (4).